Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 145 del 21 giugno 1985

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Venerdì, 21 giugno 1985** SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DEI DECRETI
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 56

LEGGE 27 maggio 1985, n. **290.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di cooperazione tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica del Senegal in materia di marina mercantile, firmato a Dakar il 23 aprile 1982.

LEGGE 27 maggio 1985, n. **291.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica democratica tedesca sul soggiorno di lavoratori di uno Stato nell'altro Stato, firmato a Berlino il 27 gennaio 1983.

LEGGE 27 maggio 1985, n. **292.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana e l'Australia per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito, con protocollo finale, firmata a Canberra il 14 dicembre 1982.

LEGGE 27 maggio 1985, n. **293.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica ivoriana e la Repubblica italiana per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e prevenire le evasioni fiscali, firmata ad Abidjan il 30 luglio 1982, con protocollo d'accordo e scambio di note in pari data.

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

LEGGE 27 maggio 1985, n. **290.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di cooperazione tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica del Senegal in materia di marina mercantile, firmato a Dakar il 23 aprile 1982.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica italiana è autorizzato a ratificare l'accordo di cooperazione tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica del Senegal in materia di marina mercantile, firmato a Dakar il 23 aprile 1982.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 22 dell'accordo stesso.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 maggio 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

ACCORD DE COOPERATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE D'ITALIE ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL EN MATIERE DE MARINE MARCHANDE

Le Gouvernement de la République d'Italie et le Gouvernement de la République du Sénégal désireux de développer de façon harmonieuse les échanges maritimes entre la République d'Italie et la République du Sénégal, sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1.

Le present Accord s'applique au territoire de la République d'Italie d'une part, et au territoire de la République du Sénégal d'autre part.

ARTICLE 2.

Aux fins du présent Accord:

a) le terme « Autorité Maritime compétente » désigne le Ministre chargé de la Marine Marchande et les fonctionnaires auxquels il est délégué tout ou partie des attributions du Ministre;

b) le terme « Navire d'une partie contractante » désigne tout navire de commerce immatriculé dans le territoire de cette partie et battant son pavillon.

Le terme ne comprend pas:

1) les navires au service exclusif des Forces Armées;

2) les navires de recherche hidrographique, oceanographique et scientifique;

3) les bateaux de pêche;

4) les navires destinés a l'exercice du cabotage entre les ports de chaque partie contractante et les navires reserves a la navigation intérieure;

5) les navires destinés à l'exercice de services maritimes des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance en mer;

c) le terme « Armement national » désigne toute compagnie de navigation maritime reconnue comme telle par l'Autorité compétente de chaque partie contractante;

d) le terme « Membre de l'équipage » désigne toute personne employée au service du navire, inscrite au rôle d'équipage et détentrice d'un document lui conférant la qualité de marin.

ARTICLE 3.

Les parties contractantes coopéreront de facon a eliminer tous les obstacles qui pourraient entraver le développement de la navigation entre les ports des deux Pays et s'abstiendront de toute mesure susceptible de limiter les activités de leurs navires.

ARTICLE 4.

En vue de parvenir aux résultats les plus satisfaisants possibles, les armements nationaux de ligne régulière de la République d'Italie et de la République du Sénégal harmoniseront leurs activités et leurs politique commerciale afin d'utiliser de facon optimale leur capacité de maniere a parteciper au transport entre le deux Pays selon la clé de répartition 40/40/20 au regard des cargaisons en valeur de fret et en volume.

Sans prejudice de ses engagements sur le plan international, chaque partie contractante dispose souverainement des droits de trafic qui lui reviennent au terme du présent article.

Tout accord entre les armateurs des deux Pays devra être conforme à l'esprit de l'Accord de coopération et ce dans le respect de la législation des deux Pays respectifs.

ARTICLE 5.

Chaque partie contractante accordera aux navires de l'autre partie un traitement identique à celui accordé à son pavillon national en ce qui concerne: l'entrée, le sejour et la sortie des ports, notamment les droits et taxes portuaires, l'utilisation des installations portuaires pour le chargement et le déchargement des marchandises, l'embarquement et le débarquement des passagers, l'accomplissement de tous les services et operations commerciales ou maritimes nécessaires.

ARTICLE 6.

Les deux parties contractantes prendront, dans le cadre de leur reglementation portuaire, toutes les mesures necessaires tendant à faciliter et à accélérer le trafic maritime, à eviter les retards injustifiés des navires et a simplifier autant que possible les formalités douanières et autres en vigueur dans leurs ports respectifs.

ARTICLE 7.

Tous les reglement relatifs a l'affrètement des navires, aux droits portuaires, aux frais de réparation et de services, au chargement, au débarquement, au fret pour le transport des marchandises et a l'approvisionnement des navires dans les ports de l'une des parties, ainsi que les autres paiements, seront effectués dans un délai raisonnable en une monnaie librement convertible et transférable.

ARTICLE 8.

Les navires a propulsion nucléaire ou porteurs de substances nucléaires ou autres substances ou matériaux dangereux et nocifs, battant pavillon des parties contractantes adopteront les mesures adéquates pour prévenir, réduire ou contrôler la pollution de la mer territoriale et de la zone économique exclusive des parties et respecteront à cet effet les règles, normes, pratiques et procédures établies par les conventions internationales.

ARTICLE 9.

Les navires de chacune des parties contractantes éviteront toute action qui pourrait porter atteinte à la paix, à l'ordre public ou à la securité de l'État, ainsi que toute autre activité qui ne serait pas directement en relation avec leur objet commercial.

ARTICLE 10.

Chaque partie contractante reconnaîtra les documents d'identité de marins délivrés par les Autorités compétentes de l'autre partie.

Ces documents d'identité sont:

a) pour les marins des navires italiens: le « Libretto di Navigazione »;

b) pour les marins de la République du Sénégal: le « Livret professionnel maritime », la « Carte d'identité spéciale de marin ».

ARTICLE 11.

1) Les personnes titulaires d'un document d'identité mentionné a l'article 10 du présent Accord peuvent, en qualité de membres de l'équipage du navire d'une partie contractante, sejourner a terre temporairement, sans visa, pendant le séjour du navire dans un port de l'autre partie, à condition qu'une liste d'équipage soit remise aux

Autorités compêtentes, conformément a la reglementation en vigueur dans ce port.

2) En descendant à terre et en rentrant à bord, les membres de l'équipage devront se soumettre au contrôle douanier.

ARTICLE 12.

Les personnes titulaires d'un document d'identité mentionné a l'article 10 du present Accord seront autorisées, quel que soit le moyen de locomotion utilisé:

a penetrer sur le territoire en vue de rejoindre leur navire;

a être transférées à bord d'un autre navire;

a retourner dans leur Pays;

a voyager pour toute autre fin sous reserve de l'approbation prealable des Autorités de cette autre partie.

Dans tous les cas cités au paragraphe précédent, les documents d'identité devront être revétus du visa de l'autre partie contractante. Ce visa sera délivré dans les délais les plus brefs possibles.

Lorsqu'un membre de l'équipage titulaire du document d'identité visé au premier paragraphe est débarqué dans un port de l'autre partie contractante pour des raisons de santé, de service ou pour toute autre motif reconnu valable par les Autorités competentes, celle-ci donneront les autorisations necessaires pour que l'interessé puisse en cas d'hospitalisation, séjourner, sur son territoire, et qu'il puisse, par n'importe quel moyen de transport, soit regagner son Pays d'origine, soit rejoindre un autre port d'embarquement.

ARTICLE 13.

Lorsq'un membre de l'équipage d'un navire de l'une des parties contractantes se trouvant dans les eaux territoriales de l'autre partie aura besoin, pour cause de maladie ou d'accident, de l'assistance medicale, pharmaceutique ou hospitalière que l'autre partie dispense sur son territoire, cette assistance lui sera fournie dans les mêmes conditions que celles données aux équipages nationaux.

La seule exigence à laquelle il sera soumi, consistera à prouver son appartenance à l'équipage d'un navire de l'autre partie.

ARTICLE 14.

Chaque partie contractante reconnaîtra les documents de nationalité des navires, les certificats de jauge et autres documents de bord, dèlivrés ou reconnus par l'autre partie.

Les droits et taxes seront calculés sur la base des documents cidessus référencés.

ARTICLE 15.

Les deux Gouvernements s'engagent à coopérer dans le domaine de la formation professionnelle du personnel, aussi bien sedentaire qu'embarqué, de leur Marine Merchande, par l'attribution de bourses d'étude et l'accueil des stagiaires dans les écoles et services specialisés.

ARTICLE 16.

1) Au cas où un membre de l'équipage d'un navire de l'une des parties contractante commettrerait à bord de ce navire une infraction pendant que le navire se trouve dans les eaux territoriales de l'autre partie, les Autorités de cette partie n'intenteront pas de poursuites sans l'accord de l'Autorité consulaire ou diplomatique du Pays dont le navire bat pavillon.

2) Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux infractions commises à bord d'un navire de l'une des parties contractantes, si:

l'infraction est de nature à compromettre la sécurité de l'État ou l'ordre public dans le territoire de l'autre partie;

l'infraction a eté commise contre toute autre personne qui n'est pas membre de l'équipage du navire;

les conséquences de l'infraction affectent le territoire de l'Etat ou le navire se trouve;

l'infraction porte sur le trafic des stupéfiants et ou des armes.

3) Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte aux droits des Autorités locales pour ce qui concerne l'application de la législation sur le contrôle et l'enquête.

ARTICLE 17.

1) Au cas où un navire de l'une des parties contractante ferait naufrage, s'échouerait ou subirait toute avarie pres des côtes de l'autre partie, les Autorités de la dite partie:

informeront l'Agent diplomatique ou les fonctionnaires consulaires de l'Etat dont ledit navir bat pavillon afin qu'il assume les fonctions qui lui incombent;

accorderont aux passagers, a l'équipage, au navire et a sa cargaison les mêmes protection et assistance qu'à leurs nationaux, qu'au navire battant son propre pavillon ainsi qu'à sa cargaison.

2) La cargaison, les provisions de bord et les parties d'un navire qui a fait naufrage ou qui a subi une avarie ne seront pas soumises aux droits et taxes de douane, si elles ne sont pas mises a la consommation ou utilisées sur place.

ARTICLE 18.

1) Pour veiller à l'execution du présent Accord il est cree une Commission Mixte qui soumettra des recommandations aux Autorités compétentes des deux parties contractantes.

2) La Commission Mixte se réunira en session ordinaire en principe une fois par an, alternativement à Rome et à Dakar, à une date fixée d'un commun accord par voie diplomatique.

3) Elle pourra aussi se reunir en session extraordinaire à la demande de l'une des parties contractantes.

4) La Commission Mixte aura toute latitude pour créer des groupes de travail afin d'étudier les questions entrant dans le cadre du présent Accord.

5) La composition et les competences de la Commission Mixte seront définies par les Autorités maritimes competentes des deux parties contractantes.

ARTICLE 19

Pour l'application concertée des dispositions du présent Accord, les parties contractantes conviennent de proceder a des consultations et d'échanger les informations par l'intermediaire des Autorités maritimes compétentes des parties.

ARTICLE 20.

Les parties contractantes, dans la mesure ou elles l'estimeront necessaire, pourront procéder à la révision ou a la modification du present Accord. Ces révisions ou modifications se feront par échanges de notes, par voie diplomatique et entreront en vigueur selon les respectives procédures constitutionnelles.

ARTICLE 21.

Les différends relatifs a l'application ou a l'interpretation du present Accord seront réglés au sein de la Commission Mixte.

ARTICLE 22.

1) Le present Accord entrera en vigueur dès que chacune des parties contractantes aura notifié à l'autre partie, par la voie diplo-

matique, l'accomplissement des procedures constitutionnelles requises. Il prendra effect à la date de la dernière notification.

2) Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans. Il est renouvelable par tacite reconduction pour une période d'un an, sauf dénonciation par la voie diplomatique, par l'une des parties contractantes, après un préavis de six mois.

Fait à Dakar le 23 avril 1982.

En deux originaux en langue française, les deux faisant egalement foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ITALIE
Calogero Mannino

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Assane Seck

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO DI COOPERAZIONE TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA D'ITALIA ED IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DEL SENEGAL IN MATERIA DI MARINA MERCANTILE

Il Governo della Repubblica d'Italia ed il Governo della Repubblica del Senegal, nel desiderio di sviluppare armonicamente gli scambi marittimi tra la Repubblica d'Italia e la Repubblica del Senegal, convengono quanto segue:

ARTICOLO 1.

Il presente Accordo si applica al territorio della Repubblica italiana da una parte e al territorio della Repubblica del Senegal dall'altra.

ARTICOLO 2.

Ai fini del presente Accordo:

a) per « Autorità Marittima competente » si intende il Ministro in carica della Marina Mercantile ed i funzionari ai quali sono delegate tutte o in parte le competenze del Ministro;

b) per « Nave di una parte contraente » si intende qualsiasi nave mercantile immatricolata nel territorio della parte stessa, battente la sua bandiera.

Non sono comprese:

1) le navi al servizio esclusivo delle Forze Armate;

2) le navi di ricerca idrografica, oceanografica e scientifica;

3) i pescherecci;

4) le navi facenti cabotaggio fra i porti di ciascuna delle Parti Contraenti e quelle riservate alla navigazione interna;

5) le navi assegnate allo svolgimento dei servizi marittimi di porti, rade e spiagge, compresi il pilotaggio, il rimorchio, il salvataggio e l'assistenza in mare;

c) per « armamento nazionale » si intende ogni società di navigazione marittima riconosciuta come tale dall'Autorità competente di ciascuna Parte Contraente;

d) per « Membro dell'equipaggio » si intende ogni persona addetta ai servizi della nave, iscritta nel ruolo dell'equipaggio e in possesso di un documento conferentegli qualità di marittimo.

ARTICOLO 3.

Le Parti Contraenti collaboreranno in modo da eliminare gli eventuali ostacoli che rendessero difficoltoso lo sviluppo della navigazione fra i porti dei due Paesi e si asterranno da ogni misura che possa limitare le attività delle loro navi.

ARTICOLO 4.

In vista di ottenere i risultati piu soddisfacenti possibili, gli armamenti nazionali di linea della Repubblica italiana e della Repubblica del Senegal armonizzeranno le loro attività e la loro politica commerciale, al fine di utilizzare al meglio le loro capacità in modo da partecipare al trasporto fra i due Paesi secondo la formula di ripartizione 40/40/20 con riguardo ai carichi di valore in nolo e in volume.

Senza pregiudizio dei rispettivi impegni a livello internazionale, ogni Parte Contraente dispone sovranamente dei diritti di traffico che le spettano, in conformità al presente articolo.

Ogni accordo fra gli armatori dei due Paesi dovrà essere conforme allo spirito dell'accordo di cooperazione, nel rispetto della legislazione dei due Paesi rispettivi.

ARTICOLO 5.

Ciascuna Parte Contraente concederà alle navi dell'altra Parte un trattamento identico a quello concesso alla propria bandiera nazionale per quanto riguarda: ingresso, sosta e uscita dai porti, in particolare i diritti e tasse portuali, l'uso delle attrezzature portuali per il carico e scarico delle merci, l'imbarco e sbarco dei passeggeri, l'adempimento di tutti i servizi e operazioni commerciali o marittime necessarie.

ARTICOLO 6.

Le due Parti Contraenti prenderanno, nell'ambito della loro regolamentazione portuale, tutte le misure necessarie a facilitare ed accelerare il traffico marittimo, evitare ritardi ingiustificati delle navi e a semplificare, per quanto possibile, le formalità doganali ed altre in vigore nei rispettivi porti.

ARTICOLO 7.

Tutti i regolamenti relativi al nolo delle navi, ai diritti portuali, alle spese di riparazione e di servizi, al carico, allo sbarco, al nolo per il trasporto merci e all'approvvigionamento delle navi nei porti di una delle Parti, nonché gli altri pagamenti, saranno effettuati in tempi ragionevoli e in valuta liberamente convertibile e trasferibile.

ARTICOLO 8.

Le navi a propulsione nucleare o portatrici di sostanze nucleari o altre sostanze o materiali pericolosi o nocivi, battenti bandiera delle Parti Contraenti, adotteranno misure atte a prevenire, ridurre o controllare l'inquinamento del mare territoriale e della zona economica esclusiva delle Parti e rispetteranno a tal fine i regolamenti, le norme, le pratiche e procedure stabilite dalle Convenzioni internazionali.

ARTICOLO 9.

Le navi di ciascuna Parte Contraente eviteranno ogni azione che possa colpire la pace, l'ordine pubblico, o la sicurezza dello Stato, come pure qualsiasi altra attività che non sia direttamente collegata al loro fine commerciale.

ARTICOLO 10.

Ciascuna Parte Contraente riconoscera i documenti di identità di marittimi rilasciati dalle Autorità competenti dell'altra Parte.

Tali documenti d'identità sono:

a) per i marittimi delle navi italiane, il « Libretto di Navigazione »;

b) per i marittimi della Repubblica del Senegal: il « Livret professionnel maritime », la « Carte d'identité spéciale de marin ».

ARTICOLO 11.

1) Le persone in possesso di un documento d'identità menzionato all'articolo 10 del presente Accordo, possono, in qualità di membri d'equipaggio della nave di una Parte Contraente, soggiornare a terra in maniera temporanea, senza visto, durante il soggiorno della nave in un porto dell'altra Parte previa consegna, alle Autorità competenti, di un elenco d'equipaggio in conformità al regolamento in vigore nel porto.

2) Scendendo a terra e rientrando a bordo, i membri dell'equipaggio dovranno sottoporsi al controllo doganale.

ARTICOLO 12.

Le persone in possesso del documento d'identità menzionato all'articolo 10 del presente Accordo saranno autorizzate, quale che sia il mezzo di locomozione utilizzato:

a penetrare sul territorio per raggiungere la propria nave;

ad essere trasferite a bordo di un'altra nave;

a ritornare nel loro Paese;

a viaggiare per qualsiasi altro scopo, con riserva di approvazione preliminare delle Autorità di quest'altra Parte.

In tutti i casi citati al paragrafo precedente i documenti d'identità dovranno essere provvisti del visto dell'altra Parte Contraente. Tale visto sarà rilasciato nei più brevi termini.

Allorché un membro dell'equipaggio, in possesso dei documenti d'identità di cui al primo paragrafo sbarca in un porto dell'altra Parte Contraente per ragioni di salute, di servizio, o per qualsiasi altro motivo riconosciuto come valido dalle Autorità competenti, queste daranno le autorizzazioni necessarie affinché l'interessato possa, in caso di ricovero in ospedale, permanere nel territorio e raggiungere, con qualsiasi mezzo di trasporto, o il proprio Paese d'origine o un « altro porto d'imbarco ».

ARTICOLO 13.

Qualora un membro d'equipaggio della nave di una delle Parti Contraenti, trovandosi nelle acque territoriali dell'altra Parte, necessiti per causa di malattia o d'incidente, dell'assistenza medica, farmaceutica o ospedaliera che tale Parte dispensa nel proprio territorio, questa gli sarà fornita alle medesime condizioni di quelle concesse agli equipaggi nazionali.

Sarà solamente tenuto a provare la sua appartenenza all'equipaggio di una nave dell'altra Parte.

ARTICOLO 14.

Ogni Parte Contraente riconoscerà i documenti di nazionalità delle navi, i certificati di stazza ed altri documenti di bordo, rilasciati o riconosciuti dall'altra Parte.

I diritti e tasse saranno calcolati sulla base dei documenti di cui sopra.

ARTICOLO 15.

I due Governi si impegnano a cooperare alla formazione professionale del personale, sia a terra che di bordo, della loro Marina Mercantile, mediante attribuzione di borse di studio e sistemazione dei borsisti in scuole e servizi specializzati.

ARTICOLO. 16.

1) Qualora un membro d'equipaggio della nave di una delle Parti Contraenti commettesse a bordo di tale nave un'infrazione mentre la nave si trova nelle acque territoriali dell'altra Parte, le Autorità di quest'ultima non intenteranno azione legale senza aver prima avuto l'accordo dell'Autorità consolare o diplomatica del paese del quale la nave batte bandiera.

2) Le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo non saranno applicabili alle infrazioni commesse a bordo della nave di una delle Parti Contraenti qualora:

l'infrazione sia tale da compromettere la sicurezza dello Stato o l'ordine pubblico nel territorio dell'altra Parte;

l'infrazione sia stata commessa contro persona che non sia membro dell'equipaggio della nave;

le conseguenze dell'infrazione si ripercuotano sul territorio dello Stato dove la nave si trova;

l'infrazione è relativa al traffico di stupefacenti e/o di armi.

3) Le disposizioni del presente articolo non pregiudicano i diritti delle Autorità locali per tutto quanto riguarda l'applicazione della legislazione su controlli e inchieste.

ARTICOLO 17.

1) Qualora la nave di una delle Parti Contraenti dovesse fare naufragio, arenarsi, o subire avarie presso le coste dell'altra Parte, le Autorità della suddetta Parte:

informeranno l'Agente diplomatico o i funzionari consolari dello Stato la cui nave batte bandiera, affinché assumano le funzioni loro spettanti;

forniranno ai passeggeri, all'equipaggio, alla nave ed al suo carico la medesima protezione ed assistenza che ai propri connazionali, ad una nave battente bandiera propria, ed al suo carico.

2) Il carico, le provviste di bordo e le parti di una nave che ha fatto naufragio o che ha subito un'avaria, non saranno sottoposte a dazi ed imposte doganali se non sono destinate al consumo o utilizzate sul posto.

ARTICOLO 18.

1) Per curare l'esecuzione del presente Accordo è costituita una Commissione Mista che sottoporrà raccomandazioni alle Autorità competenti delle due Parti Contraenti.

2) La Commissione Mista si riunirà in sessione ordinaria in linea di massima una volta l'anno, alternativamente a Roma e a Dakar, in data stabilita di comune accordo per via diplomatica.

3) Potrà anche riunirsi in sessione straordinaria su domanda di una delle Parti Contraenti.

4) La Commissione Mista avrà facoltà di costituire gruppi di lavoro al fine di studiare le questioni che rientrano nell'ambito del presente Accordo.

5) La composizione e le competenze della Commissione Mista saranno definite dalle Autorità marittime competenti delle due Parti Contraenti.

ARTICOLO 19.

Per quanto riguarda l'applicazione concordata delle disposizioni del presente Accordo, le Parti Contraenti convengono di procedere a consultazioni e di scambiarsi informazioni tramite le Autorità marittime competenti delle Parti.

ARTICOLO 20.

Le Parti Contraenti, nella misura in cui lo ritengano necessario, potranno procedere alla revisione o alla modifica del presente Accordo. Tali revisioni o modifiche saranno effettuate mediante scambi di note, per via diplomatica, e entreranno in vigore secondo le rispettive procedure costituzionali.

ARTICOLO 21.

Le controversie relative all'applicazione o all'interpretazione del presente Accordo saranno regolate in seno alla Commissione Mista.

ARTICOLO 22.

1) Il presente Accordo entrerà in vigore non appena ciascuna delle Parti Contraenti avra notificato all'altra, per via diplomatica, l'adempimento delle procedure costituzionali richieste. Avrà effetto in data dell'ultima notifica.

2) Il presente Accordo è stipulato per una durata di cinque anni. E rinnovabile, per tacita riconduzione, per un periodo di un anno, salvo denuncia, per via diplomatica, da parte di una delle Parti Contraenti, dopo preavviso di sei mesi.

Fatto a Dakar, il 23 aprile 1982.

In due originali di lingua francese, i due testi facenti egualmente fede.

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA D'ITALIA	PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DEL SENEGAL
Calogero Mannino	*Assane Seck*

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 1703):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 17 maggio 1984.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 20 giugno 1984, con pareri delle commissioni IV, V, VI e X.

Esaminato dalla III commissione il 12 luglio 1984.

Esaminato in aula e approvato il 6 dicembre 1984.

Senato della Repubblica (atto n. 1064):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 gennaio 1985, con pareri delle commission 6ª, 8ª e 10ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 13 marzo 1985.

Relazione scritta annunciata il 1° aprile 1985 (atto n. 1064/*A*).

Esaminato in aula e approvato il 21 maggio 1985.

LEGGE 27 maggio 1985, n. **291.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica democratica tedesca sul soggiorno di lavoratori di uno Stato nell'altro Stato, firmato a Berlino il 27 gennaio 1983.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica democratica tedesca sul soggiorno di lavoratori di uno Stato nell'altro Stato, firmato a Berlino il 27 gennaio 1983.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 14 del protocollo stesso.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 maggio 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

PROTOCOLLO TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA E IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DEMOCRATICA TEDESCA SUL SOGGIORNO DI LAVORATORI DI UNO STATO NELL'ALTRO STATO.

Il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica democratica tedesca,

nel desiderio di sviluppare ulteriormente le relazioni tra i due Stati, in uno spirito di amicizia e collaborazione, conformemente ai princìpi del diritto internazionale generalmente riconosciuti, quali risultano tra l'altro dall'Atto finale della Conferenza sulla sicurezza e la cooperazione in Europa,

allo scopo di regolare i problemi connessi con l'attività lavorativa temporanea dei cittadini di uno Stato nell'altro Stato,

hanno deciso di concludere il presente Protocollo:

ARTICOLO 1.

Le disposizioni del presente Protocollo si applicano ai cittadini della Repubblica italiana e ai cittadini della Repubblica democratica tedesca che, sulla base di accordi tra imprese, organizzazioni ed istituzioni dei due Stati, sono inviati, alle dipendenze delle imprese, organizzazioni ed istituzioni dello Stato di invio nell'altro Stato per esercitarvi un'attività lavorativa, e che, conformemente alle necessarie autorizzazioni, soggiornano temporaneamente nel territorio dell'altro Stato (chiamati in seguito lavoratori).

Ai fini del presente Protocollo per Stato di residenza si intende il territorio dello Stato ove i lavoratori cittadini dell'altro Stato sono autorizzati a soggiornare per svolgere un'attività lavorativa; per Stato di invio si intende il territorio dello Stato dove hanno la sede le imprese, organizzazioni ed istituzioni i cui lavoratori sono inviati nell'altro Stato per svolgere un'attività lavorativa.

ARTICOLO 2.

Le autorità competenti dello Stato di residenza rilasciano gratuitamente ai lavoratori le autorizzazioni di soggiorno e di lavoro necessarie. Queste autorizzazioni sono rilasciate o prorogate conformemente alle norme vigenti, per il periodo durante il quale la presenza nell'altro Stato è necessaria per l'esercizio del lavoro previsto.

I lavoratori godono della libertà di movimento per l'esercizio dell'attività lavorativa e ai fini della loro ricreazione personale.

Le disposizioni di cui sopra si applicano, fatte salve le disposizioni sulla sicurezza dello Stato di residenza.

ARTICOLO 3.

I lavoratori hanno il diritto di lasciare ad ogni momento lo Stato di residenza. Fanno eccezione soltanto le limitazioni risultanti da decisioni dell'autorità giudiziaria che, in base alle norme vigenti, siano state adottate in materia di limitazione della libertà personale, nel rispetto delle garanzie di cui all'articolo 12, o da provvedimenti di altre autorità competenti, purché si tratti di provvedimenti per i quali la legge prevede la conferma dell'autorità giudiziaria entro termini brevi.

Qualora sia necessario un permesso per uscire dallo Stato di residenza, esso sarà rilasciato senza indugi e gratuitamente.

ARTICOLO 4.

Al coniuge ed ai figli a carico del lavoratore conviventi nell'ambito della famiglia (in seguito chiamati membri della famiglia) sono permesse l'entrata e l'uscita nello Stato di residenza per visitare il lavoratore stesso.

Il soggiorno dei membri della famiglia nello Stato di residenza è consentito per l'intera durata del soggiorno del lavoratore qualora la durata prevista dell'attività lavorativa comporti un soggiorno ininterrotto non inferiore a 12 mesi e possa essere messo a disposizione un alloggio adeguato.

Le autorità competenti dello Stato di residenza prendono le misure necessarie e possibili per facilitare le imprese, le organizzazioni e le istituzioni nel reperimento di alloggi adeguati per i lavoratori e le loro famiglie.

Ai membri della famiglia si applicano gli articoli 2 e 3 del presente Protocollo.

ARTICOLO 5.

Ai lavoratori si applicano le norme in materia di lavoro e in materia di sicurezza sociale che vigono nello Stato di invio.

ARTICOLO 6.

Ai lavoratori ed ai membri delle loro famiglie viene assicurata l'assistenza sanitaria prevista dallo Stato di residenza. Le necessarie disposizioni di attuazione saranno stabilite di comune accordo tra le autorità competenti dei due Stati.

ARTICOLO 7.

I lavoratori hanno la possibilità di partecipare, nello Stato di residenza, a corsi di formazione e riqualificazione professionale. A questo scopo essi godono di ogni facilitazione necessaria e possibile nel quadro delle norme vigenti.

L'accesso dei figli dei lavoratori in età prescolastica o scolastica alle scuole materne ed alle scuole nello Stato di residenza viene ammesso, conformemente alle norme in esso vigenti.

Il presente Protocollo non preclude che un trattamento più favorevole sia accordato da ciascuno dei due Stati, in particolare per quanto riguarda iniziative d'ordine educativo e culturale, a favore dei lavoratori dell'altro Stato e dei membri delle loro famiglie, nel quadro dei rispettivi ordinamenti.

ARTICOLO 8.

I lavoratori ed i membri delle loro famiglie devono rispettare le leggi e le altre disposizioni giuridiche dello Stato di residenza.

I lavoratori ed i membri delle loro famiglie possono ricevere ed utilizzare nello Stato di residenza pubblicazioni, materiali audiovisivi e le apparecchiature a ciò necessarie nel quadro delle modalità che saranno concordate tra gli organi competenti dei due Stati.

ARTICOLO 9.

Se nel quadro degli accordi di cui all'articolo 1 il salario o la remunerazione corrispettiva al rapporto di lavoro non sono corrisposti ai lavoratori nello Stato di invio, vengono adottati dallo Stato di residenza i necessari provvedimenti per autorizzare e facilitare il trasferimento nello Stato di invio di una parte adeguata del salario o della remunerazione dei lavoratori.

ARTICOLO 10.

I lavoratori, qualora siano sottoposti ad imposizione fiscale nello Stato di residenza, non sono assoggettati ad imposte e tasse diverse da quelle che versano i cittadini di questo Stato che si trovano nella medesima situazione.

ARTICOLO 11.

Le autorità competenti dello Stato di residenza le cui imprese, organizzazioni ed istituzioni hanno concluso un accordo con imprese, organizzazioni ed istituzioni dell'altro Stato per lavori nel pro-

prio territorio, accordano alle imprese, organizzazioni ed istituzioni dell'altro Stato e ai lavoratori di queste ultime, nel quadro delle norme vigenti, aiuti e facilitazioni per la realizzazione delle attività necessarie all'adempimento dell'accordo.

ARTICOLO 12.

Nel territorio della Repubblica italiana e rispettivamente della Repubblica democratica tedesca ai lavoratori e ai membri delle loro famiglie sono assicurati gli stessi diritti accordati ai cittadini dello Stato di residenza per quanto riguarda il ricorso alle autorità giudiziarie e alle autorità amministrative competenti. Ad essi e riconosciuto il diritto di farsi assistere da un interprete e da un rappresentante legale.

ARTICOLO 13.

Il presente Protocollo è concluso per una durata illimitata. Esso puo essere denunciato da ciascuna delle due Parti. In tal caso esso cessa di aver vigore sei mesi dopo la ricezione della notifica della denuncia.

Dopo che il presente Protocollo abbia cessato di essere in vigore, le sue disposizioni continueranno ad essere applicate nei riguardi dei lavoratori e dei membri delle loro famiglie che non hanno ancora terminato la loro attività temporanea nell'altro Stato.

ARTICOLO 14.

Le Parti firmatarie si notificheranno reciprocamente l'adempimento delle procedure interne necessarie per l'esecuzione del presente Protocollo nei rispettivi ordinamenti. Il presente Protocollo entrerà in vigore alla data della ricezione della seconda di tali notifiche.

Fatto a Berlino, il 27 gennaio 1983, in duplice esemplare, ciascuno in lingua italiana e tedesca, i due testi facenti egualmente fede.

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA
Emilio Colombo

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DEMOCRATICA TEDESCA
Wolfgang Beyreuther

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 1744):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 24 maggio 1984.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 9 luglio 1984, con pareri delle commissioni I, II, IV, V, VI, XIII e XIV.

Esaminato dalla III commissione il 19 luglio 1984.

Esaminato in aula e approvato il 6 dicembre 1984.

Senato della Repubblica (atto n. 1065):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 gennaio 1985, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 6ª, 7ª, 11ª e 12ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 13 marzo 1985.

Relazione scritta annunciata il 19 marzo 1985 (atto n. 1065/*A*).

Esaminato in aula e approvato il 21 maggio 1985.

LEGGE 27 maggio 1985, n. **292.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana e l'Australia per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito, con protocollo finale, firmata a Canberra il 14 dicembre 1982.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra la Repubblica italiana e l'Australia per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito, con protocollo finale, firmata a Canberra il 14 dicembre 1982.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 29 della convenzione stessa.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 maggio 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

CONVENZIONE TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E L'AUSTRALIA PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI E PREVENIRE LE EVASIONI FISCALI IN MATERIA DI IMPOSTE SUL REDDITO.

Il Governo della Repubblica italiana ed il Governo australiano,

desiderosi di concludere una Convenzione per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito,

hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO I.

CAMPO DI APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE.

ARTICOLO 1.

(I soggetti).

La presente Convenzione si applica alle persone che sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti.

ARTICOLO 2.

(L'oggetto).

1. La presente Convenzione si applica esclusivamente alle imposte sul reddito prelevate per conto di ciascuno degli Stati contraenti, qualunque sia il sistema di prelevamento.

2. Le imposte attuali cui si applica la presente Convenzione sono:

a) per quanto concerne l'Australia:

l'imposta australiana sul reddito (the Australian income tax) ivi compresa l'imposta supplementare sull'ammontare non distribuito degli utili distribuibili di una società privata;

b) per quanto concerne l'Italia:

1) l'imposta sul reddito delle persone fisiche;

2) l'imposta sul reddito delle persone giuridiche;

ancorché riscosse mediante ritenuta alla fonte.

3. La Convenzione si applicherà anche alle imposte di natura identica o analoga che verranno istituite dopo la firma della Convenzione in aggiunta o in sostituzione delle imposte esistenti. Le autori-

ta competenti degli Stati contraenti si comunicheranno le modifiche importanti apportate alle rispettive legislazioni relativamente alle imposte cui si applica la presente Convenzione.

CAPITOLO II.

DEFINIZIONI.

ARTICOLO 3.

(Definizioni generali).

1. Ai fini della presente Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:

a) il termine « Australia » designa il *Commonwealth* di Australia e, se adoperato in senso geografico, comprende:

i) il territorio dell'isola di Norfolk;

ii) il territorio dell'isola di Natale;

iii) il territorio dell'isola del Cocco (Keeling);

iv) il territorio delle isole Ashmore e Cartier;

v) il territorio delle isole del Mar dei Coralli;

vi) le zone adiacenti ai limiti territoriali dell'Australia o dei predetti territori rispetto ai quali sia al momento in vigore una legge Australiana, o di uno Stato o di parte dell'Australia o di uno dei predetti territori, in materia di sfruttamento delle risorse naturali del fondo e del sottosuolo della piattaforma continentale;

b) il termine « Italia » designa la Repubblica italiana e comprende le zone al di fuori del mare territoriale italiano le quali, ai sensi della legislazione italiana concernente la ricerca e lo sfruttamento delle risorse naturali, possono essere considerate come zone sulle quali l'Italia può esercitare i suoi diritti per quanto concerne il fondo ed il sottosuolo marini, nonché le loro risorse naturali;

c) le espressioni « Stato contraente », « uno degli Stati contraenti » e « altro Stato contraente » designano, come il contesto richiede, l'Australia o l'Italia;

d) il termine « persona » comprende le persone fisiche, le società ed ogni altra associazione di persone;

e) il termine « società » designa qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che è considerato società o persona giuridica ai fini dell'imposizione;

f) le espressioni « impresa di uno degli Stati contraenti » e « impresa dell'altro Stato contraente » designano un'impresa esercitata da un residente dell'Australia o un'impresa esercitata da un residente dell'Italia, come il contesto richiede;

g) il termine « imposta australiana » designa l'imposta prelevata dall'Australia, cui si applichi la presente Convenzione ai sensi dell'articolo 2;

h) il termine « imposta italiana » designa l'imposta prelevata dall'Italia, cui si applichi la presente Convenzione ai sensi dell'articolo 2;

i) il termine « autorità competente » designa, per quanto concerne l'Australia, il « Commissioner of taxation » o il suo rappresentante autorizzato, e, per quanto concerne l'Italia, il Ministero delle finanze.

2. Nella presente Convenzione, i termini « imposta australiana » ed « imposta italiana » non comprendono le penalità o gli interessi applicati in conformità della legislazione di ciascuno degli Stati contraenti relativa alle imposte cui si applica la presente Convenzione ai sensi dell'articolo 2.
3. Per l'applicazione della presente Convenzione da parte di uno Stato contraente, le espressioni non diversamente definite hanno il significato che ad esse e attribuito dalla legislazione di detto Stato contraente relativa alle imposte cui si applica la presente Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

ARTICOLO 4.

(Residenza).

1. Ai fini della presente Convenzione, una persona e residente di uno degli Stati contraenti:

a) per quanto riguarda l'Australia e salvo quanto stabilito al paragrafo 2), se essa e residente dell'Australia ai fini dell'imposta australiana; e

b) per quanto riguarda l'Italia, se essa è residente dell'Italia ai fini dell'imposta italiana.

2. Relativamente ai redditi di fonte italiana, una persona assoggettata ad imposizione in Australia per i redditi di fonte australiana non e considerata residente dell'Australia salvo il caso in cui il reddito di fonte italiana sia assoggettato all'imposta australiana o, se tale reddito e esente dall'imposta australiana, sia esente solo perché assoggettato all'imposta italiana.
3. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stati contraenti, la sua situazione è determinata secondo le regole seguenti:

a) detta persona e considerata residente soltanto dello Stato contraente nel quale ha un'abitazione permanente;

b) se detta persona ha un'abitazione permanente in entrambi gli Stati contraenti, ovvero non ha una abitazione permanente in alcu-

no di essi, essa è considerata residente soltanto dello Stato contraente in cui soggiorna abitualmente;

c) se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati contraenti, ovvero non soggiorna abitualmente in alcuno di essi, essa e considerata residente soltanto dello Stato contraente nel quale le sue relazioni personali ed economiche sono più strette.

4. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona diversa da una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stato contraenti, si ritiene che essa è residente soltanto dello Stato contraente in cui si trova la sede della sua direzione effettiva.

ARTICOLO 5.

(Stabile organizzazione).

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione « stabile organizzazione » designa una sede fissa di affari in cui l'impresa esercita in tutto o in parte la sua attività.
2. L'espressione « stabile organizzazione » comprende in particolare:

a) una sede di direzione;

b) una succursale;

c) un ufficio;

d) una officina;

e) un laboratorio;

f) una miniera, una cava o altro luogo di estrazione di risorse naturali;

g) una proprietà agricola, pastorale o forestale;

h) un cantiere di costruzione, di installazione o di montaggio la cui durata oltrepassa i dodici mesi.

3. Non si considera che vi sia una « stabile organizzazione » se:

a) si fa uso di una installazione ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna di merci appartenenti all'impresa;

b) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna;

c) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini della trasformazione da parte di un'altra impresa;

d) una sede fissa di affari e utilizzata ai soli fini di acquistare merci o di raccogliere informazioni, per l'impresa;

e) una sede fissa di affari è utilizzata, per l'impresa, ai soli fini di attività che abbiano carattere preparatorio o ausiliario, come la pubblicità o la ricerca scientifica.

4. Si considera che un'impresa ha una stabile organizzazione in uno degli Stati contraenti ed ivi esercita la propria attività per mezzo di detta stabile organizzazione se:

a) svolge per piu di dodici mesi in detto Stato attività di controllo su un cantiere di costruzione, d'installazione o di montaggio aperto in detto Stato; o

b) viene utilizzata in detto Stato per più di dodici mesi da, per o sotto contratto con l'impresa, una notevole attrezzatura per la ricerca o lo sfruttamento di risorse naturali, o per attività connesse con tale ricerca o sfruttamento.

5. Una persona che agisce in uno Stato contraente per conto di un'impresa dell'altro Stato contraente – diversa da un agente che goda di uno *status* indipendente, di cui al paragrafo 6 – è considerata « stabile organizzazione » di detta impresa nel primo Stato se:

a) essa ha ed abitualmente esercita in detto Stato il potere di concludere contratti a nome dell'impresa, salvo il caso in cui la sua attività sia limitata all'acquisto di merci per l'impresa; o

b) nell'ambito di tale attività, essa fabbrica oppure trasforma in detto Stato per l'impresa merci appartenenti all'impresa stessa, a condizione che la presente disposizione si applichi soltanto alle merci così fabbricate o trasformate.

6. Non si considera che un'impresa di uno Stato contraente ha una stabile organizzazione nell'altro Stato contraente per il solo fatto che essa vi esercita la propria attività per mezzo di un mediatore, di un commissionario generale o di ogni altro intermediario che goda di uno *status* indipendente, a condizione che dette persone agiscano nell'ambito della loro ordinaria attività di mediatore o di agente.

7. Il fatto che una società residente di uno Stato contraente controlli o sia controllata da una società residente dell'altro Stato contraente ovvero svolga la sua attività in questo altro Stato (sia per mezzo di una stabile organizzazione oppure no) non costituisce di per se motivo sufficiente per far considerare una qualsiasi delle dette societa una stabile organizzazione dell'altra.

8. I principi esposti nei paragrafi dall'1 al 7 incluso si applicano per stabilire ai fini della presente Convenzione se esista una stabile organizzazione al di fuori di entrambi gli Stati contraenti e se un'impresa, che non sia un'impresa di uno degli Stati contraenti, abbia una stabile organizzazione in uno degli Stati contraenti.

CAPITOLO III.

IMPOSIZIONE DEI REDDITI.

ARTICOLO 6.

(Redditi immobiliari).

1. I redditi derivanti da beni immobili sono imponibili nello Stato contraente in cui tali beni sono situati.

2. L'espressione « beni immobili » ha il significato che ad essa e attribuito dal diritto vigente nello Stato contraente in cui i beni stessi sono situati. L'espressione comprende in ogni caso i diritti relativi a canoni e ad altri compensi dovuti per lo sfruttamento di miniere o cave nonché di ogni risorsa naturale e tali diritti si considerano localizzati ove e situato il terreno. Le navi, i battelli e gli aeromobili non sono considerati beni immobili.
3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano ai redditi derivanti dalla utilizzazione diretta, dalla locazione o dall'affitto nonché da ogni altra forma di utilizzazione di beni immobili.
4. I redditi derivanti dall'affitto di terreni e quelli derivanti da qualsiasi altro interesse diretto in o su terreni valorizzati o non sono considerati redditi derivanti da beni immobili situati ove sono situati i terreni.
5. Le disposizioni dei paragrafi 1, 3 e 4 si applicano anche ai redditi derivanti dai beni immobili di un'impresa nonché ai redditi dei beni immobili utilizzati per l'esercizio di una libera professione.

ARTICOLO 7.

(Utili delle imprese).

1. Gli utili di un'impresa di uno degli Stati contraenti sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che l'impresa non svolga la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata. Se l'impresa svolge in tal modo la sua attività, gli utili dell'impresa sono imponibili nell'altro Stato ma soltanto nella misura in cui detti utili sono attribuibili alla stabile organizzazione.
2. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 3, quando un'impresa di uno Stato contraente svolge la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, in ciascuno Stato contraente vanno attribuiti a detta stabile organizzazione gli utili che si ritiene sarebbero stati da essa conseguiti se si fosse trattato di un'impresa distinta e separata svolgente attività identiche o analoghe in condizioni identiche o analoghe e in piena indipendenza dall'impresa di cui essa costituisce una stabile organizzazione oppure da altre imprese con le quali essa intrattiene rapporti commerciali.
3. Nella determinazione degli utili di una stabile organizzazione sono ammesse in deduzione le spese sostenute dall'impresa per gli scopi perseguiti dalla stabile organizzazione (comprese le spese di direzione e quelle generali di amministrazione), che sarebbero state deducibili qualora la stabile organizzazione fosse stata un soggetto indipendente che come tale avesse pagato tali spese, sia che le spese stesse siano state sostenute nello Stato in cui e situata la stabile organizzazione che altrove.
4. Nessun utile può essere attribuito ad una stabile organizzazione per il solo fatto che essa ha acquistato merci per l'impresa.
5. Le disposizioni del presente articolo non pregiudicano l'operatività delle leggi di uno Stato contraente in materia di tassazione degli utili derivanti da contratti di assicurazione stipulati con non resi-

denti, restando inteso che se le leggi in questione, vigenti in ciascuno degli Stati all'atto della firma della presente Convenzione, venissero modificate (e le modifiche non fossero di tale trascurabile importanza da non snaturarne le caratteristiche generali) gli Stati contraenti si consulteranno tra di loro allo scopo di pervenire ad un accordo sulle modifiche da apportare al presente paragrafo.
6. Ai fini del presente articolo, gli utili di un'impresa non comprendono elementi di reddito considerati separatamente in altri articoli della presente Convenzione e le disposizioni di tali articoli non vengono modificate da quelle del presente articolo.

ARTICOLO 8.

(Navigazione marittima ed aerea).

1. Se un residente di uno degli Stati contraenti ritrae utili dall'esercizio di navi e la sede della direzione effettiva dell'impresa di navigazione è situata in detto Stato, i predetti utili sono imponibili soltanto in questo Stato.
2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, i predetti utili sono imponibili nell'altro Stato contraente qualora costituiscano utili derivanti dall'esercizio di navi svolto esclusivamente tra località situate in detto altro Stato.
3. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 si applicano alla quota parte degli utili derivanti dall'esercizio di navi da parte di residenti di uno degli Stati contraenti mediante la partecipazione a un fondo comune (« pool »), a un esercizio di trasporto in comune o ad un organismo internazionale di esercizio.
4. Ai fini del presente articolo, gli utili derivanti dal trasporto per mare di passeggeri, animali, posta e merci imbarcati in uno degli Stati contraenti e trasportati verso un'altra località di detto Stato, sono considerati utili derivanti dall'esercizio di navi svolto esclusivamente tra località situate in detto Stato.
5. Se la sede della direzione effettiva dell'impresa di navigazione marittima è situata a bordo di una nave, detta sede si considera situata nello Stato contraente in cui si trova il porto d'immatricolazione della nave, oppure, in mancanza di un porto di immatricolazione, nello Stato contraente di cui è residente l'esercente la nave.
6. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano l'operatività dell'Accordo tra i Governi degli Stati contraenti diretto ad evitare la doppia imposizione sui redditi derivanti dall'esercizio del trasporto aereo internazionale firmato a Canberra il 13 aprile 1972.

ARTICOLO 9.

(Imprese associate).

Allorché:

a) un'impresa di uno Stato contraente partecipa, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa dell'altro Stato contraente, o

b) le medesime persone partecipano, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa di uno Stato contraente e di un'impresa dell'altro Stato contraente,

e, nell'uno e nell'altro caso, le relazioni commerciali o finanziarie delle due imprese sono vincolate da condizioni diverse da quelle che sarebbero intervenute tra imprese indipendenti, gli utili che in mancanza di tali condizioni sarebbero stati realizzati da una delle imprese, ma che, a causa di dette condizioni, non lo sono stati, possono essere inclusi negli utili di questa impresa e tassati in conseguenza.

ARTICOLO 10.

(Dividendi).

1. I dividendi pagati da una società, residente di uno degli Stati contraenti ai fini delle proprie imposte, ad un residente dell'altro Stato contraente, beneficiario effettivo dei dividendi stessi, sono imponibili in detto altro Stato.
2. Tali dividendi possono essere tassati nello Stato contraente di cui la società che paga i dividendi e residente ai fini delle proprie imposte, ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma l'imposta così applicata non può eccedere il 15 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi.
3. Ai fini del presente articolo, il termine « dividendi » designa i redditi derivanti da azioni nonché gli altri redditi assimilati ai redditi da azioni dalla legislazione fiscale dello Stato contraente di cui e residente la società distributrice.
4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei dividendi, residente di uno degli Stati contraenti, eserciti nell'altro Stato contraente di cui la società che paga i dividendi è residente sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente per mezzo di una base fissa ivi situata, e la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, i dividendi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.
5. I dividendi pagati da una società residente di uno degli Stati contraenti ad una persona non residente dell'altro Stato contraente, beneficiario effettivo dei dividendi stessi, sono esenti da imposta in detto altro Stato eccettuato il caso in cui la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad una stabile organizzazione o ad una base fissa situate in detto altro Stato. Il presente paragrafo non si applica, tuttavia, ai dividendi pagati da una società che sia residente dell'Australia ai fini delle imposte australiane e residente dell'Italia ai fini delle imposte italiane.

ARTICOLO 11.

(Interessi).

1. Gli interessi provenienti da uno Stato contraente dei quali un residente dell'altro Stato contraente è il beneficiario effettivo sono imponibili in detto altro Stato.
2. Tali interessi possono essere tassati nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma la imposta così applicata non può eccedere il 10 per cento dell'ammontare lordo degli interessi.
3. Nonostante le disposizioni del paragrafo 2, gli interessi ricevuti dal Governo di uno degli Stati contraenti oppure da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale, da un qualsiasi altro ente che svolga pubbliche funzioni, in uno Stato contraente o entro una sua zona, nonché da una banca che svolga compiti di banca centrale in uno Stato contraente, sono esenti da imposta nell'altro Stato contraente.
4. Ai fini del presente articolo il termine « interessi » include i redditi dei titoli del debito pubblico, delle obbligazioni di prestiti garantite o non da ipoteca e portanti o meno una clausola di partecipazione agli utili, gli interessi derivanti da ogni altra forma di indebitamento nonché ogni altro provento assimilabile, in base alla legislazione fiscale dello Stato contraente da cui i redditi provengono, ai redditi di somme date in prestito.
5. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo degli interessi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente, dal quale provengono gli interessi, sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente per mezzo di una base fissa ivi situata ed il debito che ha dato origine al pagamento degli interessi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, gli interessi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.
6. Gli interessi si considerano provenienti da uno degli Stati contraenti quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o una persona residente di detto Stato ai fini delle sue imposte. Tuttavia, quando il debitore degli interessi, sia esso residente o no di uno degli Stati contraenti, ha in uno degli Stati contraenti, oppure al di fuori di entrambi gli Stati contraenti, una stabile organizzazione o una base fissa per le cui necessità viene contratto il debito sul quale sono pagati gli interessi e tali interessi sono a carico della stabile organizzazione o della base fissa, gli interessi stessi si considerano provenienti dallo Stato in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.
7. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e beneficiario effettivo degli interessi o tra entrambi e terze persone, l'ammontare degli interessi pagati, tenuto conto del credito per il quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra

debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dell'ammontare degli interessi è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 12.

(Canoni).

1. I canoni provenienti da uno Stato contraente dei quali un residente dell'altro Stato contraente è il beneficiario effettivo sono imponibili in detto altro Stato.
2. Tali canoni possono essere tassati nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma l'imposta così applicata non può eccedere il 10 per cento dell'ammontare lordo dei canoni.
3. Ai fini del presente articolo, il termine « canoni » designa i pagamenti, anche periodici, e comunque descritti o contabilizzati, corrisposti esclusivamente per l'uso o la concessione in uso di un diritto di autore, di un brevetto, di disegni o modelli, progetti, formule o processi segreti, di marchi di fabbrica o di commercio, o di altri beni o diritti similari, di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche nonché per cognizioni o informazioni di carattere scientifico, tecnico, industriale o commerciale, e per assistenza di carattere ausiliario e sussidiario dirette a facilitare l'applicazione o lo sfruttamento di dette cognizioni o informazioni o di ogni altra proprietà o diritto cui si applica il presente articolo, e comprende i pagamenti corrisposti esclusivamente per l'uso o la concessione in uso di pellicole cinematografiche, di pellicole o nastri magnetici per trasmissioni televisive o radiofoniche.
4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei canoni, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono i canoni sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, ed i diritti o i beni generatori dei canoni si ricolleghino effettivamente ad esse. In tal caso i canoni sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.
5. I canoni si considerano provenienti da uno degli Stati contraenti quando il debitore è lo Stato contraente stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o una persona residente di detto Stato contraente ai fini delle proprie imposte. Tuttavia, quando il debitore dei canoni, sia esso residente o no di uno degli Stati contraenti, ha in uno degli Stati contraenti o al di fuori di entrambi gli Stati contraenti, una stabile organizzazione o una base fissa per le cui necessità è stato contratto l'obbligo al pagamento dei canoni, e tali canoni sono a carico della stabile organizzazione o della base fissa, i canoni stessi si considerano provenienti dallo Stato in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

6. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e beneficiario effettivo dei canoni o tra entrambi e terze persone, l'ammontare dei canoni pagati, tenuto conto del motivo per il quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dell'ammontare dei canoni pagati è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

ARTICOLO 13.

(Alienazione di beni).

1. Gli utili derivanti dall'alienazione di beni immobili sono imponibili nello Stato contraente in cui detti beni sono situati.
2. Ai fini del presente articolo:

a) l'espressione « beni immobili » comprende:

i) le locazioni di terreni o qualsiasi altro interesse diretto in o sopra terreni;

ii) i diritti di sfruttamento o di ricerca di risorse naturali; e

iii) le azioni o le partecipazioni similari in società il cui patrimonio è costituito interamente o principalmente da interessi diretti in o sopra terreni di uno degli Stati contraenti o da diritti di sfruttamento o di ricerca di risorse naturali in uno degli Stati contraenti;

b) i beni immobili si considerano situati:

i) qualora siano costituiti da interessi diretti in o sopra terreni – nello Stato contraente in cui i terreni sono situati;

ii) qualora siano costituiti da diritti di sfruttamento o di ricerca di risorse naturali – nello Stato contraente in cui sono situate tali risorse naturali o in cui viene condotta la ricerca; e

iii) qualora siano costituiti da azioni o da partecipazioni similari in società il cui patrimonio sia costituito interamente o principalmente da interessi diretti in o sopra terreni di uno degli Stati contraenti o da diritti di sfruttamento o di ricerca di risorse naturali in uno degli Stati contraenti – nello Stato contraente in cui è situato il patrimonio della società o la sua parte consistente.

3. Gli utili derivanti dall'alienazione di azioni o di quote di partecipazione in società residenti dell'Italia, ai fini dell'imposta italiana, realizzati da una persona fisica residente dell'Australia, sono imponibili in Italia.

ARTICOLO 14.

(Professioni indipendenti).

1. I redditi che una persona fisica residente di uno degli Stati contraenti ritrae dall'esercizio di una libera professione o da altre attività indipendenti di carattere analogo sono imponibili soltanto in detto Stato a meno che egli non disponga abitualmente nell'altro Stato contraente di una base fissa per l'esercizio della sua attività. Se egli dispone di tale base fissa, i redditi sono imponibili nell'altro Stato ma unicamente nella misura in cui sono attribuibili alle attività esercitate mediante detta base fissa.
2. L'espressione « Libera professione » comprende in particolare i servizi prestati nell'esercizio di attività indipendenti di carattere scientifico, letterario, artistico, educativo o pedagogico, nonché nell'esercizio delle attività indipendenti dei medici, avvocati, ingegneri, architetti, dentisti e contabili.

ARTICOLO 15.

(Lavoro subordinato).

1. Salve le disposizioni degli articoli 16, 18, 19 e 20, i salari, gli stipendi e le altre remunerazioni analoghe che una persona fisica residente di uno degli Stati contraenti riceve in corrispettivo di un'attività dipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale attività non venga svolta nell'altro Stato contraente. Se l'attività e quivi svolta, le remunerazioni percepite a tal titolo sono imponibili in questo altro Stato.
2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le remunerazioni che una persona fisica residente di uno degli Stati contraenti riceve in corrispettivo di una attività dipendente svolta nell'altro Stato contraente sono imponibili soltanto nel detto primo Stato se:

a) il beneficiario soggiorna in detto altro Stato per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 183 giorni nel corso, a seconda del caso, dell'anno di produzione del reddito o dell'anno fiscale di detto altro Stato; e

b) le remunerazioni sono pagate da o a nome di un datore di lavoro che non è residente di detto altro Stato; e

c) l'onere delle remunerazioni non è deducibile nella determinazione degli utili tassabili di una stabile organizzazione o di una base fissa che il datore di lavoro ha in detto altro Stato.

3. Nonostante le disposizioni precedenti del presente articolo, le remunerazioni percepite da un residente di uno degli Stati contraenti e relative a lavoro subordinato svolto a bordo di navi o di aeromobili utilizzati in traffico internazionale sono imponibili soltanto in detto Stato contraente.

ARTICOLO 16.

(Compensi e gettoni di presenza).

La partecipazione agli utili, i gettoni di presenza e le altre retribuzioni analoghe che un residente di uno degli Stati contraenti riceve in qualità di membro del consiglio di amministrazione di una società residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

ARTICOLO 17.

(Artisti).

1. Nonostante le disposizioni degli articoli 14 e 15, i redditi che un artista dello spettacolo (quale un artista di teatro, del cinema, della radio o della televisione o un musicista, nonché uno sportivo) ritrae dalle sue prestazioni personali in tale qualità sono imponibili nello Stato contraente in cui dette attività sono esercitate.
2. Quando il reddito proveniente dalle prestazioni personali di un artista in tale qualità è attribuito ad una persona diversa dall'artista medesimo, detto reddito puo essere tassato nello Stato contraente dove dette prestazioni sono svolte, nonostante le disposizioni degli articoli 7, 14 e 15.

ARTICOLO 18.

(Pensioni e annualità).

1. Le pensioni (comprese quelle pubbliche) e le annualità pagate ad un residente di uno degli Stati contraenti sono imponibili soltanto in detto Stato.
2. Il termine « annualità » designa le somme fisse pagabili periodicamente a date stabilite vita natural durante, oppure per un periodo di tempo determinato o determinabile, in dipendenza dell'assunzione dell'onere di effettuare tali pagamenti contro un adeguato ed intero corrispettivo in denaro o in beni valutabili in denaro.
3. Gli alimenti od altre sovvenzioni di carattere alimentare provenienti da uno Stato contraente e pagate ad un residente dell'altro Stato contraente, sono imponibili soltanto in detto primo Stato.

ARTICOLO 19.

(Funzioni pubbliche).

1. Le remunerazioni (diverse dalle pensioni o dalle annualità) pagate da uno degli Stati contraenti o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale ad una persona

fisica, in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in detto Stato.

Tuttavia, tali remunerazioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora i servizi siano resi in detto Stato ed il beneficiario sia un residente di detto Stato che:

i) abbia la cittadinanza o la nazionalità di detto Stato; o

ii) non sia divenuto residente di detto Stato al solo scopo di rendervi i servizi.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano alle remunerazioni pagate in corrispettivo di servizi resi nell'ambito di un'attività industriale o commerciale esercitata da uno degli Stati contraenti o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale. In tal caso si applicano le disposizioni degli articoli 15 e 16.

ARTICOLO 20.

(Professori e insegnanti).

Un professore o un insegnante che soggiorna in uno degli Stati contraenti per un periodo non superiore a due anni allo scopo di insegnare o di condurre studi superiori o ricerche presso una università, collegio, scuola o altro istituto di istruzione di detto Stato e che era, immediatamente prima di tale soggiorno, un residente dell'altro Stato contraente, è esente da imposizione nel detto primo Stato per le remunerazioni che riceve in dipendenza di tali attività di insegnamento, di studi superiori o di ricerca in considerazione dei quali egli sia, o lo sarà in applicazione del presente articolo, assoggettato ad imposizione nell'altro Stato.

ARTICOLO 21.

(Studenti).

Se uno studente, residente di uno degli Stati contraenti o che era tale immediatamente prima di soggiornare nell'altro Stato contraente, e che soggiorna temporaneamente nell'altro Stato al solo scopo di compiervi i suoi studi, riceve somme da fonti situate al di fuori dell'altro Stato per sopperire alle spese di mantenimento o di istruzione, le predette somme sono esenti da imposizione nell'altro Stato.

ARTICOLO 22.

(Redditi delle persone con doppia residenza).

Se una persona che, in forza delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 4, è residente di entrambi gli Stati contraenti ma che in forza delle disposizioni dei paragrafi 3 o 4 di detto articolo è considerata, ai fini della presente Convenzione, residente di uno solo

degli Stati contraenti, ritrae redditi da fonti situate in questo Stato contraente o al di fuori di entrambi gli Stati contraenti, detti redditi sono imponibili soltanto in detto Stato contraente.

ARTICOLO 23.

(Fonte dei redditi).

I redditi realizzati da un residente di uno Stato contraente i quali, ai sensi di uno o più articoli dal 6 all'8 e dal 10 al 17, sono imponibili nell'altro Stato contraente, si considerano, ai fini dell'articolo 24 e della legislazione sull'imposizione dei redditi di detto altro Stato, redditi derivanti da fonti situate in detto altro Stato.

CAPITOLO IV.

METODI PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI

ARTICOLO 24.

1. Fatte salve le disposizioni della legislazione australiana di volta in volta in vigore, concernenti la concessione di una deduzione dall'imposta australiana dell'imposta prelevata in un paese diverso dall'Australia (senza che ne siano modificati i principi generali), l'imposta italiana prelevata, sia direttamente che per detrazione, sui redditi provenienti dall'Italia ad una persona residente dell'Australia, e ammessa in deduzione dall'imposta australiana dovuta sugli stessi redditi.

2. Se un residente dell'Italia possiede elementi di reddito che sono imponibili in Australia, l'Italia, nel calcolare le proprie imposte sul reddito specificate nell'articolo 2 della presente Convenzione, puo includere nella base imponibile di tali imposte detti elementi di reddito, a meno che espresse disposizioni della presente Convenzione non stabiliscano diversamente. In tal caso, l'Italia deve dedurre dalle imposte cosi calcolate l'imposta australiana sul reddito, ma l'ammontare della deduzione non puo eccedere la quota dell'anzidetta imposta italiana attribuibile ai predetti elementi di reddito nella proporzione di cui gli stessi concorrono alla formazione del reddito complessivo. Nessuna deduzione sara, invece, accordata ove l'elemento di reddito venga assoggettato in Italia ad imposizione mediante ritenuta a titolo di imposta su richiesta del beneficiario del reddito in base alla legislazione italiana.

CAPITOLO V.

DISPOSIZIONI PARTICOLARI.

ARTICOLO 25.

(Procedura amichevole).

1. Quando un residente di uno degli Stati contraenti ritiene che le misure adottate da uno o da entrambi gli Stati contraenti comportano o comporteranno per lui una imposizione non conforme alle disposizioni della presente Convenzione, egli puo, indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale di detti Stati, sottoporre il suo caso all'autorità competente dello Stato contraente di cui è residente. Il caso dovrà essere sottoposto entro i due anni che seguono la prima notificazione della misura adottata.
2. L'autorità competente, se il reclamo del contribuente le appare fondato e se essa non e in grado di giungere ad una soddisfacente soluzione, farà del suo meglio per regolare il caso con l'autorità competente dell'altro Stato contraente, al fine di evitare una tassazione non conforme alla presente Convenzione.
3. Le autorità competenti degli Stati contraenti faranno del loro meglio per risolvere le difficoltà o i dubbi inerenti all'applicazione della presente Convenzione.
4. Le autorità competenti degli Stati contraenti potranno comunicare direttamente tra loro al fine di rendere applicabili le disposizioni della presente Convenzione.

ARTICOLO 26.

(Scambio di informazioni).

1. Le autorità competenti degli Stati contraenti si scambieranno le informazioni necessarie per applicare la presente Convenzione o le leggi interne degli Stati contraenti concernenti le imposte previste dalla presente Convenzione, nella misura in cui la tassazione che tali leggi prevedono non e contraria alla presente Convenzione, o per prevenire le evasioni fiscali di tali imposte. Lo scambio di informazioni non viene limitato dall'articolo 1. Le informazioni ricevute da uno Stato contraente saranno tenute segrete, analogamente alle informazioni ottenute in base alla legislazione interna di detto Stato e saranno comunicate soltanto alle persone od autorità (ivi compresi l'autorità giudiziaria e gli organi amministrativi) incaricate dell'accertamento o della riscossione delle imposte previste dalla presente Convenzione, delle procedure o dei procedimenti concernenti tali imposte o delle decisioni di ricorsi presentati per tali imposte. Le persone od autorità sopracitate utilizzeranno tali informazioni soltanto per questi fini.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non possono in nessun caso essere interpretate nel senso di imporre ad uno degli Stati contraenti l'obbligo:

a) di adottare provvedimenti amministrativi in deroga alla propria legislazione e alla propria prassi amministrativa o a quelle dell'altro Stato contraente;

b) di fornire informazioni che non possono essere ottenute in base alla propria legislazione o nel quadro della propria prassi amministrativa o di quelle dell'altro Stato contraente;

c) di trasmettere informazioni che potrebbero rivelare un segreto commerciale, industriale, professionale o un processo commerciale oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

Articolo 27.

(Funzionari diplomatici e consolari).

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano i privilegi fiscali di cui beneficiano i funzionari diplomatici o consolari in virtù delle regole generali di diritto internazionale o di accordi particolari.

Articolo 28.

(Rimborsi).

1. Le imposte riscosse in uno degli Stati contraenti mediante ritenuta alla fonte sono rimborsate a richiesta del contribuente o dello Stato di cui esso è residente qualora il diritto alla percezione di dette imposte sia limitato dalle disposizioni della presente Convenzione.

2. Le istanze di rimborso, da prodursi in osservanza dei termini stabiliti dalla legislazione dello Stato contraente tenuto ad effettuare il rimborso stesso, devono essere corredate di un attestato ufficiale dello Stato contraente di cui il contribuente è residente certificante che sussistono le condizioni richieste per avere diritto all'applicazione dei benefici previsti dalla presente Convenzione.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo, conformemente alle disposizioni dell'articolo 25 della presente Convenzione, le modalità di applicazione del presente articolo.

CAPITOLO VI.

DISPOSIZIONI FINALI.

ARTICOLO 29.

(Entrata in vigore).

1. La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati a Roma non appena possibile.
2. La Convenzione entrerà in vigore alla data dello scambio degli strumenti di ratifica e le sue disposizioni avranno effetto:

a) in Australia:

i) con riferimento alle imposte prelevate alla fonte sui redditi realizzati da un non residente, per i redditi realizzati a decorrere dal 1° luglio 1976;

ii) con riferimento alle altre imposte australiane, per gli anni di produzione dei redditi che iniziano il, o successivamente al, 1° luglio 1976;

b) in Italia:

con riferimento ai redditi imponibili per i periodi d'imposta che iniziano il, o successivamente al, 1° gennaio 1976.

3. Le domande di rimborso e di accreditamento, cui dà diritto la presente Convenzione con riferimento alle imposte dovute dai residenti di ciascuno degli Stati contraenti per i redditi che siano stati realizzati prima della entrata in vigore della presente Convenzione ed assoggettati ad imposizione ed ai quali si applica la presente Convenzione ai sensi del paragrafo 2 del presente articolo, devono essere presentate entro tre anni dalla entrata in vigore della presente Convenzione o, se posteriore, dalla data in cui l'imposta è stata prelevata.

ARTICOLO 30.

(Denuncia).

La presente Convenzione rimarrà in vigore fino alla denuncia da parte di uno degli Stati contraenti. Ciascuno Stato contraente può denunciare la Convenzione, per via diplomatica, non prima di cinque anni dalla sua entrata in vigore notificandone la cessazione almeno sei mesi prima della fine dell'anno solare.

In tal caso la Convenzione cesserà di avere effetto:

a) in Australia:

i) con riferimento alle imposte prelevate alla fonte sui redditi realizzati da un non residente, per i redditi realizzati a decorrere dal 1° luglio dell'anno solare successivo a quello della notifica;

ii) con riferimento alle altre imposte australiane, per ogni anno di produzione del reddito che inizia il, o successivamente al, 1° luglio dell'anno solare successivo a quello della notifica;

b) in Italia:

con riferimento ai redditi imponibili per i periodi d'imposta che iniziano il, o successivamente al, 1° luglio dell'anno solare successivo a quello della notifica.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta a Canberra il 14 dicembre 1982 in duplice esemplare, in lingua inglese ed italiana, entrambi i testi aventi eguale valore.

Per il Governo della
Repubblica italiana
Sergio Angeletti

Per il Governo
australiano
John Howard

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

PROTOCOLLO

Il Governo della Repubblica italiana e il Governo australiano, all'atto della firma della presente Convenzione tra i due Governi per evitare le doppie imposizioni e prevenire le evasioni fiscali in materia di imposte sul reddito, hanno convenuto le seguenti disposizioni che formano parte integrante della Convenzione.

Resta inteso che:

1) con riferimento agli articoli 7 e 9 – Quando le informazioni utilizzabili dalle competenti autorità di uno degli Stati contraenti sono inadeguate per la determinazione degli utili di un'impresa, imponibili in detto Stato in conformità dell'articolo 7 e dell'articolo 9 della Convenzione, le disposizioni di tali articoli non pregiudicano in alcun modo il diritto di detto Stato di applicare la propria legislazione per determinare l'assoggettamento ad imposta di una persona purché detta legge sia applicata, per quanto le informazioni utilizzabili dalle competenti autorità lo consentano, in conformità ai princìpi applicabili ai sensi degli articoli 7 e 9;

2) con riferimento al paragrafo 6 dell'articolo 8 – Le imposte italiane cui si applica, a decorrere dalla loro entrata in vigore, l'Accordo ivi richiamato, sono le seguenti:

i) l'imposta sul reddito delle persone fisiche;

ii) l'imposta sul reddito delle persone giuridiche;

iii) l'imposta locale sui redditi.

Se in Australia verrà applicata un'imposta (diversa da quelle elencate all'articolo 1 di detto Accordo) sugli utili realizzati da una impresa italiana in dipendenza dell'esercizio di aeromobili in traffico internazionale, l'imposta locale sui redditi non sarà più compresa fra le imposte cui si applica l'Accordo in Italia;

3) con riferimento all'articolo 9 – Nonostante le disposizioni dell'articolo 9, una impresa di uno degli Stati contraenti può essere tassata da questo Stato contraente come se detto articolo non fosse entrato in vigore, ma, nei limiti in cui ne sia possibile l'attuazione, conformemente ai princìpi applicabili ai sensi dell'articolo stesso;

4) con riferimento all'articolo 12 – Il termine « pagamenti » comprende i crediti o le somme accreditate e il riferimento ai canoni pagati comprende i canoni accreditati. Il termine « canoni » comprende i pagamenti od i crediti per la totale o parziale dilazione per l'uso dei beni o dei diritti di cui al paragrafo 3;

5) con riferimento all'articolo 24 – L'imposta pagata in uno degli Stati contraenti sui redditi aventi natura di dividendi da

ammettere in deduzione dall'imposta dovuta per lo stesso reddito nell'altro Stato contraente non comprende l'imposta pagata sugli utili con i quali sono stati pagati i dividendi;

6) con riferimento al paragrafo 1 dell'articolo 25 – All'espressione « indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale » si attribuisce il significato secondo cui l'attivazione della procedura amichevole non e in alternativa con la procedura contenziosa nazionale che va, in ogni caso, preventivamente instaurata laddove la controversia concerne un'applicazione non conforme alla Convenzione delle imposte italiane;

7) con riferimento all'articolo 28 – Le disposizioni del paragrafo 3 non pregiudicano il diritto degli Stati contraenti di stabilire procedure diverse per l'applicazione delle riduzioni d'imposta previste dalla presente Convenzione;

8) qualora l'Australia convenga di limitare, in una Convenzione per evitare le doppie imposizioni che venisse in futuro conclusa tra l'Australia stessa e un terzo Stato, membro al momento della firma del presente Protocollo dell'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economici, l'aliquota d'imposizione:

i) dei dividendi pagati da una società residente dell'Australia ai fini dell'imposta australiana e di cui sia beneficiaria effettiva una società residente di uno Stato terzo, ad una percentuale minore di quella prevista nel paragrafo 2 dell'articolo 10; o

ii) degli interessi provenienti dall'Australia e di cui sia beneficiario effettivo un residente di uno Stato terzo, ad una percentuale minore di quella prevista nel paragrafo 2 dell'articolo 11; o

iii) dei canoni provenienti dall'Australia e di cui sia beneficiario effettivo un residente di uno Stato terzo, ad una percentuale minore di quella prevista nel paragrafo 2 dell'articolo 12,
il Governo australiano ne darà immediatamente comunicazione scritta al Governo della Repubblica italiana attraverso i canali diplomatici ed aprira un nuovo negoziato con il Governo della Repubblica italiana per la revisione delle disposizioni previste nei precedenti sottoparagrafi i), ii) e iii) al fine di estendere all'Italia lo stesso trattamento previsto per lo Stato terzo.

Fatto in duplice esemplare a Canberra il giorno 14 (quattordici) del mese di dicembre 1982, in lingua inglese e italiana, entrambi i testi aventi eguale valore.

Per il Governo della Repubblica italiana
Sergio Angeletti

Per il Governo australiano
John Howard

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 1635):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 30 aprile 1984.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 giugno 1984, con pareri delle commissioni I, V, VI e X.

Esaminato dalla III commissione il 12 luglio 1984.

Esaminato in aula e approvato il 6 dicembre 1984.

Senato della Repubblica (atto n. 1056):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 gennaio 1985, con pareri delle commissioni 6ª, 8ª e 10ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 13 marzo 1985.

Relazione scritta annunciata il 19 marzo 1985 (atto n. 1056/*A*).

Esaminato in aula e approvato il 21 maggio 1985.

LEGGE 27 maggio 1985, n. **293.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica ivoriana e la Repubblica italiana per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e prevenire le evasioni fiscali, firmata ad Abidjan il 30 luglio 1982, con protocollo d'accordo e scambio di note in pari data.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra la Repubblica ivoriana e la Repubblica italiana per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e prevenire le evasioni fiscali, firmata ad Abidjan il 30 luglio 1982, con protocollo d'accordo e scambio di note in pari data.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 28 della convenzione stessa.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 maggio 1985

PERTINI

CRAXI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* MARTINAZZOLI

CONVENZIONE

TRA LA REPUBBLICA IVORIANA E LA REPUBBLICA ITALIANA PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI IN MATERIA DI IMPOSTE SUL REDDITO E PER PREVENIRE LE EVASIONI FISCALI.

Il Governo della Repubblica ivoriana ed il Governo della Repubblica italiana, desiderosi di concludere una Convenzione per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e per prevenire le evasioni fiscali,

hanno convenuto le seguenti disposizioni:

ARTICOLO 1.

(Soggetti).

La presente convenzione si applica alle persone che sono residenti di uno Stato contraente o di entrambi gli Stati.

ARTICOLO 2.

(Imposte considerate).

1. La presente convenzione si applica alle imposte sul reddito e sugli utili di capitale prelevate per conto di uno Stato contraente, di una sua suddivisione politica o amministrativa e di un suo ente locale, qualunque sia il sistema di prelevamento.

2. Sono considerate imposte sul reddito e sugli utili di capitale le imposte prelevate sul reddito complessivo, o su elementi del reddito, comprese le imposte sugli utili derivanti dalla alienazione di beni mobili o immobili, nonché le imposte sui *plus*-valori.

3. Le imposte attuali cui si applica la convenzione sono, in particolare:

1) nel caso dell'Italia:

a) l'imposta sul reddito delle persone fisiche;

b) l'imposta sul reddito delle persone giuridiche;

ancorché riscosse mediante ritenuta alla fonte (qui di seguito indicate quali « imposta italiana »);

2) nel caso della Costa d'Avorio:

a) l'imposta sugli utili industriali e commerciali e sugli utili agricoli (impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et sur les bénéfices agricoles);

b) l'imposta sugli utili non commerciali (impôt sur les bénéfices non commerciaux);

c) l'imposta sugli stipendi e salari ed il contributo a carico del datore di lavoro (impôt sur les traitements et salaires et la contribution à la charge de l'employeur);

d) l'imposta sul reddito dei capitali mobiliari (impôt sur le revenu des capitaux mobiliers);

e) l'imposta generale sul reddito (impôt général sur le revenu);

(qui di seguito indicate quali « imposta ivoriana »).

4. La convenzione si applicherà anche alle imposte di natura identica o analoga che verranno istituite da ciascuno Stato contraente, dopo la firma della convenzione, in aggiunta o in sostituzione delle imposte esistenti. Le autorità competenti degli Stati contraenti si comunicheranno le modifiche apportate alle loro rispettive legislazioni fiscali.

Articolo 3.

(Definizioni generali).

1. Ai fini della presente convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:

a) il termine « Costa d'Avorio » designa il territorio nazionale nonché le zone di giurisdizione nazionale in mare della Repubblica della Costa d'Avorio ivi comprese le regioni situate al di fuori del mare territoriale della Costa d'Avorio che sono state o possono in futuro essere considerate, ai sensi della legislazione della Costa d'Avorio concernente la piattaforma continentale, come regioni sulle quali possono essere esercitati i diritti della Costa d'Avorio per quanto concerne il fondo ed il sottosuolo marino e le loro risorse naturali;

b) il termine « Italia » designa la Repubblica italiana e comprende le zone al di fuori del mare territoriale italiano; in particolare, il fondo ed il sottosuolo marino adiacente ai territori della penisola e delle isole italiane situate al di fuori del mare territoriale fino ai limiti prescritti dalla legislazione italiana per consentire la esplorazione e lo sfruttamento delle risorse naturali di dette zone;

c) il termine « nazionali » designa:

(i) le persone fisiche che possiedono la nazionalità di uno Stato contraente;

(ii) le persone giuridiche, società di persone ed associazioni costituite in conformità della legislazione in vigore in uno Stato contraente;

d) le espressioni « uno Stato contraente » e « l'altro Stato contraente » designano, come il contesto richiede, la Costa d'Avorio o l'Italia;

e) il termine « persona » comprende le persone fisiche, le società ed ogni altra associazione di persone;

f) il termine società designa qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che è considerato persona giuridica ai fini dell'imposizione;

g) le espressioni « impresa di uno Stato contraente » e « impresa dell'altro Stato contraente » designano rispettivamente un'impresa esercitata da un residente di uno Stato contraente e un'impresa esercitata da un residente dell'altro Stato contraente;

h) l'espressione « traffico internazionale » designa qualsiasi attività di trasporto effettuato per mezzo di una nave o di un aeromobile da parte di un'impresa la cui sede di direzione effettiva è situata in uno Stato contraente, ad eccezione del caso in cui la nave o l'aeromobile sia utilizzato esclusivamente tra località situate nell'altro Stato contraente;

i) l'espressione « autorità competente » designa:

(1) per quanto concerne la Costa d'Avorio, il Ministro delle finanze o il suo rappresentante autorizzato;

(2) per quanto concerne l'Italia, il Ministro delle finanze o il suo rappresentante autorizzato.

2. Per l'applicazione della presente convenzione da parte di uno Stato contraente, le espressioni non diversamente definite hanno il significato che ad esse è attribuito dalla legislazione di detto Stato relativa alle imposte oggetto della presente convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

ARTICOLO 4.

(Domicilio fiscale).

1. Ai fini della presente convenzione, l'espressione « residente di uno Stato contraente » designa ogni persona che, in virtù della legislazione di detto Stato, e assoggettata ad imposta nello stesso Stato, a motivo del suo domicilio, della sua residenza, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga. Tuttavia, tale espressione non comprende le persone che sono assoggettate ad imposta in detto Stato soltanto per il reddito che esse ricavano da fonti situate in detto Stato.

2. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, una persona fisica è considerata residente di entrambi gli Stati contraenti, la sua situazione è determinata nel seguente modo:

a) detta persona è considerata residente dello Stato contraente nel quale ha un'abitazione permanente; quando essa dispone di un'abitazione permanente in ciascuno degli Stati contraenti, e considerata residente dello Stato col quale le sue relazioni personali ed economiche sono più strette (centro degli interessi vitali);

b) se non si può determinare lo Stato nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, o se la medesima non ha un'abitazione permanente in alcuno degli Stati contraenti, essa e considerata residente dello Stato in cui soggiorna abitualmente;

c) se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati ovvero non soggiorna abitualmente in alcuno di essi, essa e considerata residente dello Stato del quale ha la nazionalità;

d) se detta persona ha la nazionalità di entrambi gli Stati, o se non ha la nazionalità di alcuno di essi, le autorità competenti degli Stati contraenti risolvono la questione di comune accordo.

3. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, una persona diversa da una persona fisica è residente di entrambi gli Stati contraenti, si ritiene che essa e residente dello Stato in cui si trova la sede della sua direzione effettiva.

ARTICOLO 5.

(Stabile organizzazione).

1. Ai fini della presente convenzione, l'espressione « stabile organizzazione » designa una sede fissa di affari per mezzo della quale un'impresa esercita in tutto o in parte la sua attività.

2. L'espressione « stabile organizzazione » comprende in particolare:

a) una sede di direzione;

b) una succursale;

c) un ufficio;

d) un'officina;

e) un magazzino di vendita;

f) un laboratorio;

g) una miniera, un pozzo di petrolio o di gas, una cava od ogni altro luogo di estrazione di risorse naturali;

h) un cantiere di costruzione o una catena temporanea di montaggio o le attività di sorveglianza ivi esercitate, qualora tale cantiere, catena temporanea o attività abbiano una durata superiore

a sei mesi oppure qualora tale catena temporanea od attività, facenti seguito alla vendita di macchinari o di attrezzature, abbiano una durata inferiore a sei mesi e le spese sostenute per tale catena temporanea od attività superino il 10 per cento del prezzo di vendita dei macchinari o delle attrezzature;

i) una sede fissa di affari utilizzata ai fini di acquistare merci.

3. Nonostante le disposizioni precedenti del presente articolo, non si considera che vi sia una « stabile organizzazione » se:

a) si fa uso di installazioni ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna di merci appartenenti all'impresa;

b) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna;

c) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini della trasformazione da parte di un'altra impresa;

d) una sede fissa di affari è utilizzata ai soli fini di raccogliere informazioni per l'impresa;

e) una sede fissa di affari è utilizzata, per l'impresa, ai soli fini di pubblicità, di fornire informazioni, di ricerche scientifiche o di attività analoghe che abbiano carattere preparatorio.

4. Nonostante le disposizioni dei paragrafi 1 e 2, se una persona – diversa da un agente che goda di uno *status* indipendente, cui si applichi il paragrafo 6 – agisce per conto di un'impresa e dispone in uno Stato contraente di poteri che esercita abitualmente e che le permettano di concludere contratti a nome dell'impresa, si considera che detta impresa ha una stabile organizzazione in questo Stato per le attività che detta persona esercita per l'impresa stessa, a meno che tali attività non si limitino a quelle illustrate al paragrafo 3.

In particolare, si considera che eserciti i poteri di cui al periodo precedente l'agente che dispone abitualmente nel primo Stato contraente di un deposito di prodotti o merci appartenenti all'impresa e per mezzo del quale esegue regolarmente gli ordinativi ricevuti per conto dell'impresa.

5. Si considera che un'impresa di assicurazioni di uno Stato contraente ha una stabile organizzazione nell'altro Stato contraente dal momento in cui, tramite un rappresentante che non rientri nella categoria di persone di cui al paragrafo 6, essa riscuote premi nel territorio di detto Stato o assicura rischi situati in detto territorio.

6. Non si considera che un'impresa ha una stabile organizzazione in uno Stato contraente per il solo fatto che essa vi esercita la propria attività per mezzo di un mediatore, di un commissionario generale o di ogni altro intermediario che goda di uno *status* indipendente, a condizione che dette persone agiscano nell'ambito della loro ordinaria attività. Tuttavia, se le attività di tale intermediario sono esercitate esclusivamente o quasi esclusivamente per conto di detta impresa, esso non si considera un agente indipendente ai sensi del presente articolo.

7. Il fatto che una società residente di uno Stato contraente controlli o sia controllata da una società residente dell'altro Stato contraente ovvero svolga la sua attività in questo altro Stato (sia per mezzo di una stabile organizzazione oppure no) non costituisce di per se motivo sufficiente per far considerare una qualsiasi delle dette società una stabile organizzazione dell'altra.

ARTICOLO 6.

(Redditi immobiliari).

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae da beni immobili (compresi i redditi delle attività agricole e forestali) situati nell'altro Stato contraente, sono imponibili in detto altro Stato.

2. L'espressione « beni immobili » e definita in conformità al diritto dello Stato contraente in cui i beni stessi sono situati. L'espressione comprende in ogni caso gli accessori, le scorte morte o vive delle imprese agricole e forestali, nonché i diritti ai quali si applicano le disposizioni del diritto privato riguardanti la proprietà fondiaria. Sono altresì considerati « beni immobili » l'usufrutto dei beni immobili e i diritti relativi a pagamenti variabili o fissi per lo sfruttamento o la concessione dello sfruttamento di giacimenti minerari, sorgenti ed altre risorse naturali. Le navi, i battelli e gli aeromobili non sono considerati beni immobili.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano ai redditi derivanti dalla utilizzazione diretta, dalla locazione o dall'affitto, nonché da ogni altra forma di utilizzazione di beni immobili.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 3 del presente articolo si applicano anche ai redditi derivanti da beni immobili di un'impresa nonché ai redditi dei beni immobili utilizzati per l'esercizio di una professione indipendente.

ARTICOLO 7.

(Utili delle imprese).

1. Gli utili di un'impresa di uno Stato contraente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che l'impresa non svolga la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata. Se l'impresa svolge in tal modo la sua attività, gli utili dell'impresa sono imponibili nell'altro Stato, ma soltanto nella misura in cui detti utili sono attribuibili alla stabile organizzazione.

2. Quando un'impresa di uno Stato contraente svolge la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, in ciascuno Stato contraente vanno attribuiti a

detta stabile organizzazione gli utili che si ritiene sarebbero stati da essa conseguiti se si fosse trattato di un'impresa distinta svolgente attività identiche o analoghe in condizioni identiche o analoghe e in piena indipendenza dall'impresa di cui essa costituisce una stabile organizzazione.

3. Nella determinazione degli utili di una stabile organizzazione sono ammesse in deduzione le spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stessa stabile organizzazione, compresa una parte delle spese di direzione e delle spese generali di amministrazione sostenute dall'impresa nel suo complesso, sia nello Stato in cui è situata la stabile organizzazione, sia altrove.

4. Qualora uno degli Stati contraenti segua la prassi di determinare gli utili da attribuire ad una stabile organizzazione in base al riparto degli utili complessivi dell'impresa fra le diverse parti di essa, la disposizione del paragrafo 2 non impedisce a detto Stato contraente di determinare gli utili imponibili secondo la ripartizione in uso; tuttavia, il metodo di riparto adottato dovrà essere tale che il risultato sia conforme ai princìpi contenuti nel presente articolo.

5. Ai fini dei paragrafi precedenti gli utili da attribuire alla stabile organizzazione sono determinati annualmente con lo stesso metodo, a meno che non esistano validi e sufficienti motivi per procedere diversamente.

6. Quando gli utili comprendono elementi di reddito considerati separatamente in altri articoli della presente convenzione, le disposizioni di tali articoli non vengono modificate da quelle del presente articolo.

7. Ai fini del presente articolo, il termine « utili » comprende gli utili derivanti ad un associato a motivo della sua partecipazione in una società di persone.

ARTICOLO 8.

(Navigazione marittima ed aerea).

1. Gli utili derivanti dall'esercizio, in traffico internazionale, di navi o di aeromobili sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

2. Se la sede della direzione effettiva dell'impresa di navigazione marittima è situata a bordo di una nave, detta sede si considera situata nello Stato contraente in cui si trova il porto di immatricolazione della nave, oppure, in mancanza di un porto d'immatricolazione, nello Stato contraente di cui è residente l'esercente la nave.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo si applicano parimenti agli utili derivanti dalla partecipazione ad un fondo comune (« pool »), a un esercizio in comune o ad un organismo internazionale di esercizio. La presente disposizione si applica soltanto alla parte degli utili attribuiti per statuto al partecipante ivoriano della Società multinazionale Air-Afrique.

ARTICOLO 9.

(Imprese associate).

Allorché

a) un'impresa di uno Stato contraente partecipa, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa dell'altro Stato contraente, o

b) le medesime persone partecipano, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa di uno Stato contraente e di un'impresa dell'altro Stato contraente, e,

nell'uno e nell'altro caso, le due imprese, nelle loro relazioni commerciali o finanziarie, sono vincolate da condizioni accettate o imposte, diverse da quelle che sarebbero state convenute tra imprese indipendenti, gli utili che, in mancanza di tali condizioni, sarebbero stati realizzati da una delle imprese, ma che a causa di dette condizioni, non lo sono stati, possono essere inclusi negli utili di questa impresa e tassati in conseguenza.

ARTICOLO 10.

(Dividendi).

1. I dividendi pagati da una società residente di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali dividendi possono essere tassati nello Stato contraente di cui la società che paga i dividendi e residente ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce i dividendi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere:

il 18 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi quando gli stessi sono pagati da una società residente della Repubblica ivoriana che sia esonerata dall'imposta sugli utili o non corrisponda detta imposta con aliquota normale;

il 15 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi, in ogni altro caso.

Le disposizioni del presente paragrafo non limitano l'imposizione della società per gli utili con i quali sono stati pagati i dividendi.

3. Ai fini del presente articolo il termine « dividendi » designa i redditi derivanti da azioni, da azioni o diritti di godimento, da quote minerarie, da quote di fondatore o da altre quote di partecipazione agli utili, ad eccezione dei crediti, nonché i redditi di altre quote sociali assoggettati al medesimo regime fiscale dei redditi delle azioni secondo la legislazione fiscale dello Stato di cui è residente la società distributrice.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei dividendi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente di cui è residente la società che paga i dividendi, un'attività industriale o commerciale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata oppure una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, e la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, i dividendi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

5. Qualora una società residente di uno Stato contraente ricavi utili o redditi dell'altro Stato contraente, detto altro Stato non può applicare alcuna imposta sui dividendi pagati dalla società a residenti del primo Stato, ma soltanto nei limiti in cui la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente a una stabile organizzazione o a una base fissa situata in detto altro Stato, né prelevare alcuna imposta, a titolo di imposizione degli utili non distribuiti, sugli utili non distribuiti dalla società, anche se i dividendi pagati o gli utili non distribuiti costituiscano in tutto o in parte utili o redditi realizzati in detto altro Stato.

ARTICOLO 11.

(Interessi).

1. Gli interessi provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali interessi sono imponibili anche nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma se la persona che percepisce gli interessi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 15 per cento dell'ammontare lordo degli interessi.

3. Nonostante le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, gli interessi provenienti da uno Stato contraente sono esenti da imposta in detto Stato se essi sono pagati al Governo dall'altro Stato contraente che ne sia l'effettivo beneficiario o ad un suo ente locale o ad un ente od organismo interamente di proprietà di detto Governo o di detto ente locale.

4. Ai fini del presente articolo, il termine « interessi » designa i redditi dei crediti di qualsiasi natura, garantiti o non da ipoteca e portanti o meno una clausola di partecipazione agli utili del debitore, e, in particolare, i redditi dei titoli del debito pubblico e delle obbligazioni di prestiti, nonché ogni altro provento assimilabile, in base alla legislazione fiscale dello Stato da cui i redditi provengono, ai redditi di somme date in prestito.

5. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo degli interessi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono gli interessi sia un'attività industriale o commerciale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, ed il credito generatore degli interessi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, gli interessi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione interna.

6. Gli interessi si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore e lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore degli interessi, sia esso residente o no di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione o una base fissa per le cui necessità viene contratto il debito sul quale sono pagati gli interessi e tali interessi sono a carico della stabile organizzazione o della base fissa, gli interessi stessi si considerano provenienti dallo Stato contraente in cui e situata la stessa stabile organizzazione o base fissa.

7. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e beneficiario effettivo o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare degli interessi per qualsiasi motivo eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente degli interessi è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente convenzione.

Articolo 12.

(Canoni).

1. I canoni provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali canoni possono essere tassati nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce i canoni ne e

l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 10 per cento dell'ammontare lordo dei canoni.

3. Ai fini del presente articolo il termine « canoni » designa i compensi di qualsiasi natura corrisposti per l'uso o la concessione in uso di un diritto di autore su opere letterarie, artistiche o scientifiche (ivi comprese le pellicole cinematografiche e le pellicole e le registrazioni televisive o radiofoniche), di brevetti, marchi di fabbrica o di commercio, disegni o modelli, progetti, formule o processi segreti, nonché per l'uso o la concessione in uso di attrezzature agricole, industriali, commerciali o scientifiche e per informazioni concernenti esperienze di carattere agricolo, industriale, commerciale o scientifico.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei canoni, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono i canoni, sia un'attività industriale o commerciale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, ed i diritti o i beni generatori dei canoni si ricolleghino effettivamente ad esse. In tal caso, i canoni sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione interna.

5. I canoni si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore è lo Stato stesso, una suddivisione politica o amministrativa, un ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore dei canoni, sia esso residente o no di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione o una base fissa, nel cui interesse è stato concluso il contratto che ha dato luogo al pagamento dei canoni, e che come tale ne sopporta l'onere, i canoni stessi si considerano provenienti dallo Stato in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

6. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra il debitore e il beneficiario effettivo o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare dei canoni, per qualsiasi motivo, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti e imponibile, in conformità della propria legislazione, nello Stato contraente dal quale provengono i canoni e tenuto conto delle altre disposizioni della presente convenzione.

ARTICOLO 13.

(Utili di capitale).

1. Gli utili che un residente di uno Stato contraente ritrae dall'alienazione dei beni immobili di cui all'articolo 6 situati nell'altro Stato contraente, sono imponibili in detto altro Stato.

2. Gli utili derivanti dall'alienazione di beni mobili facenti parte dell'attivo di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente, ovvero di beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui dispone un residente di uno Stato contraente nell'altro Stato contraente per l'esercizio di una professione indipendente, compresi gli utili derivanti dall'alienazione di detta stabile organizzazione (da sola o con l'intera impresa) o di detta base fissa, sono imponibili in detto altro Stato.

3. Gli utili derivanti dall'alienazione di navi e di aeromobili impiegati in traffico internazionale, nonché dei beni mobili relativi alla gestione di tali navi od aeromobili, sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

4. Gli utili derivanti dall'alienazione di ogni altro bene diverso da quelli menzionati ai paragrafi 1, 2 e 3 del presente articolo, sono imponibili soltanto nello Stato contraente di cui l'alienante è residente.

Articolo 14.

(Professioni indipendenti).

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dall'esercizio di una libera professione o da altre attività indipendenti di carattere analogo sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che detto residente:

a) non disponga abitualmente nell'altro Stato contraente di una base fissa per l'esercizio delle sue attività; o

b) non eserciti detta libera professione o detta altra attività di carattere indipendente nell'altro Stato contraente per un periodo o per periodi – ivi compresa la durata delle normali interruzioni del lavoro – la cui durata complessiva oltrepassi in totale 183 giorni nel corso dell'anno fiscale considerato.

In tal caso, i redditi sono imponibili in detto altro Stato, ma unicamente nella misura in cui sono attribuibili alle attività esercitate per mezzo di detta base fissa o durante il periodo o i periodi considerati.

2. L'espressione « libera professione » comprende, in particolare, le attività indipendenti di carattere scientifico, letterario, artistico, educativo o pedagogico, nonché le attività indipendenti dei medici, avvocati, ingegneri, architetti, dentisti e contabili.

ARTICOLO 15.

(Lavoro subordinato).

1. Salve le disposizioni degli articoli 16, 18, 19 e 20 i salari, gli stipendi e le altre remunerazioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale attività non venga svolta nell'altro Stato contraente. Se l'attività è quivi svolta, le remunerazioni percepite a tal titolo sono imponibili in questo altro Stato.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, le remunerazioni che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente svolta nell'altro Stato contraente sono imponibili soltanto nel primo Stato se:

a) il beneficiario soggiorna nell'altro Stato per un periodo o periodi – ivi compresa la durata delle normali interruzioni di lavoro – che non oltrepassano in totale 183 giorni nel corso dell'anno fiscale considerato; e

b) le remunerazioni sono pagate da o in nome di un datore di lavoro che non è residente dell'altro Stato; e

c) l'onere delle remunerazioni non e sostenuto da una stabile organizzazione o da una base fissa che il datore di lavoro ha nell'altro Stato.

3. Nonostante le precedenti disposizioni del presente articolo, le remunerazioni in corrispettivo di un lavoro subordinato svolto a bordo di una nave o di un aeromobile in traffico internazionale sono imponibili soltanto nello Stato contraente nel quale è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

ARTICOLO 16.

(Compensi e gettoni di presenza).

Le partecipazioni agli utili, i gettoni di presenza e le altre retribuzioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in qualità di membro del consiglio di amministrazione o del collegio sindacale o di un organo analogo di una società residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

ARTICOLO 17.

(Artisti e sportivi).

1. Nonostante le disposizioni degli articoli 14 e 15, i redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dalle sue prestazioni

un residente di uno Stato contraente ritrae dalle sue prestazioni

personali esercitate nell'altro Stato contraente in qualità di artista dello spettacolo, quale un artista di teatro, del cinema, della radio o della televisione o in qualità di musicista, nonché di sportivo, sono imponibili in detto altro Stato.

2. Quando il reddito proveniente da prestazioni personali esercitate da un artista dello spettacolo o da uno sportivo in tale qualità e attribuito ad una persona diversa dall'artista o dallo sportivo medesimi, detto reddito può essere tassato, nonostante le disposizioni degli articoli 7, 14 e 15, nello Stato contraente dove dette prestazioni sono esercitate.

3. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo non si applicano alle remunerazioni o agli utili, ai salari, agli stipendi ed agli altri redditi analoghi che un artista dello spettacolo ritrae dalle prestazioni esercitate in uno Stato contraente se il soggiorno dell'artista in detto Stato e finanziato interamente o in gran parte con fondi pubblici dell'altro Stato contraente.

ARTICOLO 18.

(Pensioni).

1. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 19, le pensioni e le altre remunerazioni analoghe, pagate ad un residente di uno Stato contraente in relazione ad un cessato impiego, nonché le annualità pagate a detto residente sono imponibili soltanto in questo Stato.

2. Il termine « annualità » designa le somme fisse pagate periodicamente a date stabilite, vita natural durante o per un periodo determinato o determinabile, in dipendenza di un impegno ad effettuare tali pagamenti contro un adeguato e pieno corrispettivo versato in denaro o valutabile in denaro.

ARTICOLO 19.

(Funzioni pubbliche).

1. *a)* Le remunerazioni, diverse dalle pensioni, pagate da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale a una persona fisica, in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato contraente;

b) tuttavia, tali remunerazioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora i servizi siano resi in detto altro Stato contraente e se la persona fisica ne sia un residente che:

i) non abbia la nazionalità del primo Stato contraente di cui al precedente punto *a)*;

ii) non sia divenuto residente dell'altro Stato contraente al solo scopo di rendervi i servizi.

2. *a)* Le pensioni corrisposte da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale, sia direttamente sia mediante prelevamento da fondi da essi costituiti, a una persona fisica in corrispettivo di servizi resi a detto Stato contraente o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato contraente;

b) tuttavia, tali pensioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente se la persona fisica sia un residente di questo altro Stato contraente e se non abbia la nazionalità del primo Stato contraente di cui al precedente punto *a)*.

3. Le disposizioni degli articoli 15, 16 e 18 si applicano alle remunerazioni e pensioni pagate in corrispettivo di servizi resi nell'ambito di un'attività industriale o commerciale esercitata da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale.

ARTICOLO 20.

(Studenti, ricercatori e apprendisti).

Le somme che un ricercatore, uno studente o un apprendista il quale è, o era immediatamente prima di recarsi in uno Stato contraente, residente dell'altro Stato contraente e che soggiorna nel primo Stato contraente al solo scopo di compiervi i suoi studi o di attendere alla propria formazione professionale o di effettuarvi delle ricerche, riceve per sopperire alle spese di mantenimento, d'istruzione, di formazione professionale o di ricerca, non sono imponibili in detto altro Stato, a condizione che tali somme provengano da fonti situate al di fuori di detto altro Stato.

ARTICOLO 21.

(Altri redditi).

Gli elementi di reddito di un residente di uno Stato contraente, di qualsiasi provenienza, che non sono stati trattati negli articoli precedenti della presente convenzione, sono imponibili soltanto in detto Stato.

ARTICOLO 22.

(Eliminazione delle doppie imposizioni).

1. Si conviene che la doppia imposizione sarà evitata in con formità ai seguenti paragrafi del presente articolo.

2. Per quanto concerne la Costa d'Avorio, la doppia imposizione e evitata nel modo seguente:

le autorità fiscali ivoriane non possono includere nelle basi imponibili i redditi tassabili nell'altro Stato contraente ai sensi della presente convenzione. Tuttavia, la Repubblica della Costa d'Avorio, al momento della determinazione dell'aliquota d'imposta, conserva il diritto di tener conto dei redditi così esclusi.

3. Se un residente dell'Italia possiede elementi di reddito che sono imponibili in Costa d'Avorio, l'Italia, nel calcolare le proprie imposte sul reddito specificate nell'articolo 2 della presente convenzione, puo includere nella base imponibile di tali imposte detti elementi di reddito, a meno che espresse disposizioni della presente convenzione non stabiliscano diversamente.
In tal caso, l'Italia deve dedurre dalle imposte cosi calcolate l'imposta sui redditi pagati in Costa d'Avorio, ma l'ammontare della deduzione non può eccedere la quota d'imposta italiana attribuibile ai predetti elementi di reddito nella proporzione in cui gli stessi concorrono alla formazione del reddito complessivo.
Tuttavia, nessuna deduzione sara accordata ove l'elemento di reddito venga assoggettato in Italia ad imposizione mediante ritenuta a titolo d'imposta su richiesta del beneficiario del reddito in base alla legislazione italiana.

4. Se, ai sensi della legislazione di uno degli Stati contraenti, le imposte alle quali si applica la presente convenzione non sono prelevate, in tutto o in parte, per un periodo limitato di tempo, dette imposte si considereranno interamente pagate agli effetti dell'applicazione dei paragrafi 2 e 3.

5. Per l'applicazione dei paragrafi 2 e 3 del presente articolo, gli utili, i redditi o gli utili da capitale di un residente di uno Stato contraente che siano stati assoggettati ad imposizione nell'altro Stato contraente in conformità alla presente convenzione, si considerano derivanti da fonti situate in detto altro Stato contraente.

ARTICOLO 23.

(Non discriminazione).

1. I nazionali di uno Stato contraente, siano essi residenti o non di uno degli Stati contraenti, non sono assoggettati nell'altro Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettati i nazionali di detto altro Stato che si trovino nella stessa situazione.

2. L'imposizione di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente non puo essere in questo altro Stato meno favorevole dell'imposizione a carico delle imprese di detto altro Stato che svolgono la medesima attività.

La presente disposizione non puo essere interpretata nel senso che faccia obbligo ad uno Stato contraente di accordare ai residenti dell'altro Stato contraente le deduzioni personali, gli abbattimenti alla base e le deduzioni di imposta che esso accorda ai propri residenti in relazione alla loro situazione o ai loro carichi di famiglia.

3. Fatta salva l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 9, del paragrafo 7 dell'articolo 11 o del paragrafo 6 dell'articolo 12, gli interessi, i canoni ed altre spese pagate da un'impresa di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono deducibili ai fini della determinazione degli utili imponibili di detta impresa, nelle stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero pagati ad un residente del primo Stato.

4. Le imprese di uno Stato contraente, il cui capitale è, in tutto o in parte, direttamente o indirettamente, posseduto o controllato da uno o più residenti dell'altro Stato contraente, non sono assoggettate nel primo Stato ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o piu onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettate le altre imprese della stessa natura del primo Stato.

5. Nel presente articolo, il termine « imposizione » designa le imposte di ogni genere o denominazione.

ARTICOLO 24.

(Procedura amichevole).

1. Quando una persona ritiene che le misure adottate da uno Stato contraente o da entrambi gli Stati contraenti comportano o comporteranno per essa un'imposizione non conforme alle disposizioni della presente convenzione, essa puo, indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione di detti Stati, sottoporre il proprio caso all'autorità competente dello Stato contraente di cui è residente o, se il suo caso ricade nell'ambito di applicazione del paragrafo 1 dell'articolo 23, a quella dello Stato contraente di cui possiede la nazionalità. Il caso deve essere sottoposto entro i due anni che seguono la prima notificazione della misura che comporta un'imposizione non conforme alla convenzione.

2. Tale autorità competente, se il ricorso le appare fondato o se essa non e in grado di giungere ad una soddisfacente soluzione, farà del suo meglio per regolare il caso per via di amichevole composizione con l'autorità competente dell'altro Stato contraente, al fine di evitare una tassazione non conforme alla convenzione.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti faranno del loro meglio per risolvere, per via di amichevole composizione, le difficoltà o i dubbi inerenti all'interpretazione o all'applicazione della convenzione.

4. Le autorità competenti degli Stati contraenti potranno comunicare direttamente tra loro al fine di pervenire ad un accordo come indicato nei paragrafi precedenti e ad ogni altro fine previsto dalla presente convenzione.

ARTICOLO 25.

(Scambio di informazioni).

1. Le autorità competenti degli Stati contraenti si scambieranno le informazioni necessarie per applicare le disposizioni della presente convenzione e quelle delle leggi interne degli Stati contraenti relative alle imposte previste dalla convenzione, nella misura in cui la tassazione che tali leggi prevedono non è contraria alla convenzione, nonché per prevenire le evasioni fiscali. Lo scambio di informazioni ricevute da uno Stato contraente saranno tenute segrete, analogamente alle informazioni ottenute in base alla legislazione interna di detto Stato e saranno comunicate soltanto alle persone od autorità (ivi compresi i tribunali e gli organi amministrativi) incaricate dell'accertamento o della riscossione delle imposte previste dalla presente convenzione, delle procedure o dei procedimenti concernenti tali imposte, o delle decisioni di ricorsi presentati per tali imposte. Dette persone od autorità utilizzeranno tali informazioni soltanto per questi fini. Esse potranno servirsi di queste informazioni nel corso di udienze pubbliche o nei giudizi.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non possono in alcun caso essere interpretate nel senso di imporre ad uno degli Stati contraenti l'obbligo:

a) di adottare disposizioni amministrative in deroga alla propria legislazione e alla propria prassi amministrativa o a quella dell'altro Stato contraente;

b) di fornire informazioni che non potrebbero essere ottenute in base alla propria legislazione o nel quadro della propria normale prassi amministrativa o di quelle dell'altro Stato contraente;

c) di trasmettere informazioni che potrebbero rivelare un segreto commerciale, industriale, professionale o un processo commerciale oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

ARTICOLO 26.

(Agenti diplomatici e consolari).

Le disposizioni della presente convenzione non pregiudicano i privilegi fiscali di cui beneficiano i componenti di una missione diplomatica o di un posto consolare in virtù delle regole generali di diritto internazionale o di accordi particolari.

ARTICOLO 27.

(Domande di rimborso).

1. Le imposte riscosse in uno degli Stati contraenti mediante ritenuta alla fonte sono rimborsate a richiesta dell'interessato o dello Stato di cui esso è residente qualora il diritto alla percezione di dette imposte sia limitato dalle disposizioni della presente convenzione.

2. Le istanze di rimborso, da prodursi in osservanza dei termini stabiliti dalla legislazione dello Stato contraente obbligato ad effettuare il rimborso stesso, devono essere corredate da un attestato ufficiale dello Stato contraente di cui il contribuente è residente nel quale deve essere certificata l'esistenza delle condizioni richieste per avere diritto all'applicazione delle esenzioni o delle riduzioni previste dalla presente convenzione.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo, conformemente alle disposizioni dell'articolo 24, le modalità di applicazione del presente articolo.

ARTICOLO 28.

(Entrata in vigore).

1. La presente convenzione sara ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati non appena possibile.

2. La presente convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo a quello della data dello scambio degli strumenti di ratifica e da quel momento si applicherà:

a) alle imposte dovute alla fonte sui redditi attribuiti o messi in pagamento a decorrere dal primo gennaio dell'anno successivo a quello in cui la convenzione entra in vigore;

b) alle altre imposte applicate ai redditi di periodi d'imposta che terminano il, o successivamente al, primo gennaio dell'anno seguente quello in cui la convenzione entra in vigore.

ARTICOLO 29.

(Denuncia).

1. La presente convenzione rimarra in vigore finché non sara denunciata da uno degli Stati contraenti. Ciascuno Stato contraente potrà denunciare la convenzione per via diplomatica con un preavviso minimo di sei mesi prima della fine di ciascun anno solare che inizia dopo che sia trascorso un periodo di cinque anni dall'entrata in vigore della convenzione.

In questo caso, la convenzione cesserà di essere applicabile:

a) alle imposte dovute alla fonte sui redditi attribuiti o messi in pagamento al più tardi il 31 dicembre dell'anno della denuncia;

b) alle altre imposte applicate ai redditi di periodi d'imposta che terminano prima del 31 dicembre dello stesso anno.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati a farlo, hanno firmato la presente convenzione.

Fatta a Abidjan il 30 luglio 1982 in duplice esemplare in lingua italiana e francese, entrambi i testi facenti egualmente fede.

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DELLA COSTA D'AVORIO

Abdoulaye Koné

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

Giuseppe Scaglia

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

PROTOCOLLO D'ACCORDO ALLA CONVENZIONE TRA LA REPUBBLICA IVORIANA E LA REPUBBLICA ITALIANA PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI IN MATERIA DI IMPOSTE SUL REDDITO E PER PREVENIRE LE EVASIONI FISCALI.

All'atto della firma della convenzione conclusa in data odierna tra la Repubblica ivoriana e la Repubblica italiana per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e per prevenire le evasioni fiscali, i sottoscritti plenipotenziari hanno concordato le seguenti disposizioni supplementari che formano parte integrante della convenzione.

Resta inteso che:

a) per quanto concerne l'articolo 7, paragrafo 3, per « spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stessa stabile organizzazione » si intendono le spese direttamente connesse con l'attività della stabile organizzazione;

b) con riferimento alle disposizioni dell'articolo 8, gli utili che una impresa di uno Stato contraente ritrae dall'esercizio , in traffico internazionale, di navi o di aeromobili non sono sottoposti ad alcuna imposta locale sui redditi nell'altro Stato contraente;

c) con riferimento al paragrafo 1 dell'articolo 24, all'espressione « indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale » si attribuisce il significato secondo cui l'attivazione della procedura amichevole non è in alternativa alla procedura contenziosa nazionale, che va, in ogni caso, preventivamente instaurata, laddove la controversia concerna un'applicazione delle imposte italiane non conforme alla convenzione;

d) le disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 27 non escludono l'interpretazione secondo la quale le autorità competenti degli Stati contraenti possono di comune accordo stabilire procedure diverse per l'applicazione delle riduzioni d'imposta cui dà diritto la convenzione;

e) le remunerazioni pagate ad una persona fisica in corrispettivo di servizi resi alle Poste dello Stato italiano (PPTT), all'Istituto per il commercio estero (ICE) e all'Ente italiano per il turismo (ENIT) come pure ai corrispondenti Enti pubblici ivoriani sono

incluse nel campo di applicazione delle disposizioni relative alle funzioni pubbliche e, di conseguenza, dei paragrafi 1 e 2 dell'articolo 19 della convenzione.

Fatto a Abidjan il 30 luglio 1982 in duplice esemplare in lingua italiana e francese, entrambi i testi facenti egualmente fede.

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA IVORIANA

Abdoulaye Koné

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

Giuseppe Scaglia

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

SCAMBIO DI NOTE

Eccellenza,

ho l'onore di riferirmi alla convenzione fra l'Italia e la Costa d'Avorio per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e per prevenire le evasioni fiscali firmata oggi e, in particolare, a quanto riguarda la data della decorrenza di efficacia della convenzione ed il regime d'imposizione degli utili delle imprese derivanti dall'esercizio, in traffico internazionale, di navi o di aeromobili.

Al fine di definire tutti i problemi relativi alla tassazione di tali imprese, ho l'onore di proporre che il seguente paragrafo sia considerato come clausola facente parte integrante della convenzione.

Nel testo italiano:

« I due Governi convengono tuttavia che nessuna pretesa potrà essere avanzata da una parte o dall'altra per il pagamento dei tributi relativi ai redditi derivanti dalla navigazione marittima ed aerea dei periodi d'imposta che precedono quello dell'entrata in vigore della convenzione ».

Nel testo francese:

« Toutefois, les deux Gouvernements sont convenus qu'aucune pretention ne pourra être avancée par l'une ou l'autre partie pour le recouvrement des impôts relatifs aux revenus provenant de l'exercice de la navigation maritime ed aerienne pour les annees fiscales precedant l'année de l'entrée en vigueur de la convention ».

Qualora il Governo ivoriano accetti tale clausola, ho l'onore di proporre che la presente lettera e la Vostra risposta costituiscano uno scambio di note, che entrerà in vigore alla stessa data della citata convenzione.

Prego Vostra Eccellenza di voler gradire i sensi della mia piu alta considerazione.

Giuseppe Scaglia

Eccellenza,

ho l'onore di accusare ricevuta della lettera di V.E. in data odierna del seguente tenore:

« Eccellenza,

ho l'onore di riferirmi alla convenzione fra l'Italia e la Costa d'Avorio per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e per prevenire le evasioni fiscali firmata oggi e, in particolare, a quanto riguarda la data della decorrenza di efficacia della convenzione ed il regime d'imposizione degli utili delle imprese derivanti dall'esercizio, in traffico internazionale, di navi o di aeromobili.

Al fine di definire tutti i problemi relativi alla tassazione di tali imprese, ho l'onore di proporre che il seguente paragrafo sia considerato come clausola facente parte integrante della convenzione.

Nel testo italiano:

" I due Governi convengono tuttavia che nessuna pretesa potrà essere avanzata da una parte o dall'altra per il pagamento dei tributi relativi ai redditi derivanti dalla navigazione marittima ed aerea dei periodi d'imposta che precedono quello dell'entrata in vigore della convenzione "

Nel testo francese:

" Toutefois, les deux Gouvernements sont convenus qu'aucune pretention ne pourra être avancée par l'une ou l'autre partie pour le recouvrement des impôts relatifs aux revenus provenant de l'exercice de la navigation maritime ed aerienne pour les annees fiscales precédant l'année de l'entrée en vigueur de la convention ".

Qualora il Governo ivoriano accetti tale clausola, ho l'onore di proporre che la presente lettera e la Vostra risposta costituiscano uno scambio di note, che entrerà in vigore alla stessa data della citata convenzione.

Prego Vostra Eccellenza di voler gradire i sensi della mia piu alta considerazione ».

Ho l'onore di informare Vostra Eccellenza che il Governo della Costa d'Avorio concorda in merito a quanto precede.

Voglia gradire, Eccellenza, i sensi della mia più alta considerazione.

Abdoulaye Koné

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 1537):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 5 aprile 1984.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 17 maggio 1984, con pareri delle commissioni I, V, VI e X.

Esaminato dalla III commissione il 12 luglio 1984.

Esaminato in aula e approvato il 6 dicembre 1984.

Senato della Repubblica (atto n. 1063):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 gennaio 1985, con pareri delle commissioni 6ª, 8ª e 10ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 13 marzo 1985.

Relazione scritta annunciata il 19 marzo 1985 (atto n. 1063/*A*).

Esaminato in aula e approvato il 21 maggio 1985.

ERNESTO LUPO, *direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

(6651175/6) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.